

Groupe Romande Energie

Rapport de gestion 2012



Partie financière

Sommaire

LE GROUPE ROMANDE ENERGIE

1	Commentaires financiers du Groupe Romande Energie	2
	Chiffres-clés consolidés	2
	Principaux événements financiers en 2012	3
2	Comptes consolidés du Groupe Romande Energie	6
	Compte de résultat	6
	Compte de résultat global	7
	Bilan	8
	Tableau de flux de trésorerie	9
	Variations des capitaux propres	10
	Annexe aux comptes consolidés	11
	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés	45

ROMANDE ENERGIE HOLDING SA

3	Comptes annuels de Romande Energie Holding SA	47
	Compte de résultat	47
	Bilan	48
	Annexe aux comptes annuels	49
	Proposition de répartition du bénéfice au bilan	52
	Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels	53
	Liste des abréviations	55

Chiffres-clés consolidés

au 31 décembre 2012

En milliers de CHF, sauf indication contraire

	2012	2011 retraité	2010 retraité	2009	2008
COMPTE DE RÉSULTAT					
Chiffre d'affaires net	579 412	590 165	579 413	583 745	572 455
Marge brute opérationnelle	259 682	254 165	239 419	220 784	248 137
Charges de personnel	89 032	82 181	76 033	78 813	73 844
EBITDA	121 594	120 718	107 592	98 923	129 794
EBIT	67 789	35 155	48 825	51 530	84 719
Part au résultat net des sociétés associées	(343 210)	(250 812)	65 738	675 163	63 835
Résultat net de la période	(278 211)	(235 180)	83 994	713 037	122 669
FLUX DE TRÉSORERIE					
Liquidités nettes sur les activités opérationnelles	168 942	166 064	174 667	233 523	83 492
Dépenses nettes liées aux activités d'investissements	23 950	(140 650)	(171 263)	(145 326)	(93 967)
Liquidités/(Dépenses) nettes liées aux activités de financement	(25 992)	(53 080)	59 126	(21 968)	(33 287)
AUTRES INDICATIONS					
Résultat par action (en CHF)	(257)	(206)	80	650	111
Dividende ordinaire (pour 2012 : proposé) par action (en CHF)	27.--	25.--	25.--	22.--	22.--
Dividende extraordinaire par action (en CHF)	-	-	-	10.--	-
Dividende (pour 2012 : proposé) par action (en CHF)	27.--	25.--	25.--	32.--	22.--
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	1 947 441	2 279 478	2 608 065	2 608 381	1 805 620
Capitaux propres en % des actifs	80%	85%	85%	88%	84%
Capitaux propres par action (en CHF)	1 774	2 077	2 376	2 369	1 640
Cours de l'action Romande Energie Holding SA (en CHF)	1 065	1 199	1 525	1 835	1 980

Les données financières ci-dessus ont été établies conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Principaux événements financiers en 2012

La baisse des tarifs pratiquée sur le timbre d'acheminement ainsi que la baisse de consommation des industries ont engendré un recul du chiffre d'affaires. Ce dernier s'inscrit à CHF 579 millions contre CHF 590 millions en 2011. En raison de la pluviométrie, les ouvrages de production d'électricité ont enregistré en 2012 une hausse de productivité de 43%. L'amélioration de la marge brute opérationnelle (+2%) est notamment due à cet élément.

L'EBITDA du Groupe pour l'exercice 2012, soit CHF 122 millions, est tout à fait comparable à celui de l'exercice précédent (CHF 121 millions).

Le résultat du Groupe est fortement péjoré par les corrections de valeurs effectuées par le Groupe Alpiq et par EOS Holding. Par contre, le bénéfice net du Groupe, hors part aux résultats des sociétés associées est en très forte progression et s'inscrit à CHF 65 millions contre CHF 16 millions en 2011. Au final, la comptabilisation de la part au résultat des sociétés associées d'un montant négatif de CHF 343 millions conduit le Groupe à indiquer une perte de CHF 278 millions dans ses états financiers 2012.

Il y a lieu de rappeler que les résultats de l'année 2009 avaient été marqués par une comptabilisation extraordinaire de CHF 612 millions suite à la création du Groupe Alpiq, opération qui avait porté la part du Groupe au résultat net des sociétés associées à CHF 675 millions.

Chiffre d'affaires

En 2012, le Groupe constate une légère contraction de son chiffre d'affaires global. Celui-ci est passé de CHF 590 millions en 2011 à CHF 579 pour l'exercice 2012, soit un recul de 1.8%.

En 2012, l'énergie distribuée sur le réseau du Groupe a progressé de 79 GWh ou +2.8% à 2'856 GWh. Cette augmentation est principalement due au segment de la basse tension. Au niveau financier, le chiffre d'affaires en relation avec la distribution d'énergie est en recul de CHF 4 millions (-2.6%) pour atteindre CHF 148 millions. Cette baisse est la conséquence de la diminution des tarifs liés au timbre d'acheminement (environ -5% en moyenne) effectuée en 2012.

Au niveau de la vente du kWh, le Groupe constate, en 2012, une légère érosion de son portefeuille clients et également une diminution de consommation des industries. Cela se traduit par une baisse des quantités vendues aux clients finaux, 2'780 GWh en 2012 contre 2'831 GWh en 2011, soit un recul de 51 GWh ou -1.8%. La diminution des quantités vendues engendre une baisse du chiffre d'affaires « énergie » de CHF 6.2 millions (-2.2%).

En raison de la perte de deux clients jusqu'alors en contrats tarifs régulés, non compensée intégralement par de nouveaux contrats hors zone de distribution, le Groupe a constaté une surcouverture de son portefeuille d'approvisionnement en électricité. Cela a nécessité des ventes sur le marché de gros afin de rééquilibrer la couverture de besoins des clients. Les volumes vendus sur le marché spot et powerbalancing ont quasiment doublé en 2012 par rapport à 2011 pour totaliser 263 GWh. Au final, le Groupe a vendu 3'061 GWh en 2012 contre 3'030 GWh en 2011, soit +1%.

La commercialisation et la distribution de l'électricité ont généré en 2012 un chiffre d'affaires de CHF 424.6 mil-

lions contre CHF 434.7 millions en 2011, soit un léger recul de 2.3%

Les autres produits sont en forte progression par rapport à 2011, en effet le chiffre d'affaires passe de CHF 47.4 millions à CHF 59.2 millions, soit 24.9% d'augmentation. Ce montant englobe la vente de pellets et d'énergie (RPC) de la centrale Enerbois. Sur ce seul objet, l'augmentation par rapport à 2011 est de CHF 6 millions.

Approvisionnement en électricité

L'année 2012, mis à part un pic en février, a connu des prix de l'énergie relativement stables et bas. Le niveau des prix de l'énergie permet de réduire l'impact des coûts liés aux achats spot et powerbalancing.

La production des propres ouvrages du Groupe a quant à elle fortement progressé en 2012, ceci en raison d'une pluviométrie supérieure à l'an passé. Au total la production 2012 s'élève à 520 GWh contre 363 GWh en 2011, soit une hausse de 157 GWh ou 43.3%.

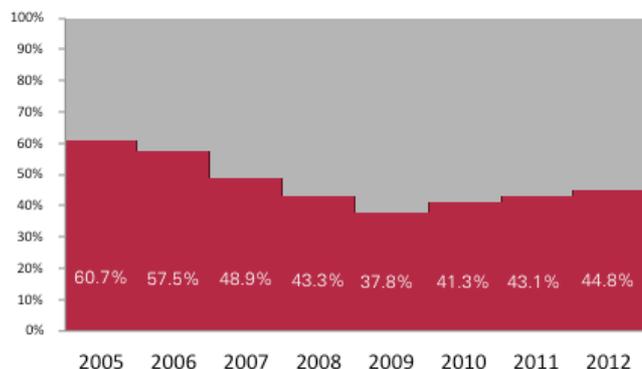
La conjugaison de prix bas et d'une forte production a permis de réduire les coûts d'approvisionnement en électricité. Pour 2012 les frais liés aux achats d'énergie se sont élevés à CHF 227.9 millions contre CHF 243.9 millions en 2011. Cela représente une baisse de 6.6%.

Progression de la marge brute opérationnelle

La marge brute opérationnelle enregistre une progression annuelle de +2.2% à CHF 260 millions en hausse de CHF 6 millions. Cette amélioration est principalement due à la baisse des coûts d'approvisionnement en électricité, et à la bonne production des ouvrages propres.

.../ Principaux événements financiers en 2012

Evolution de la marge brute opérationnelle en %



Charges de personnel en hausse

La mise en application de la norme comptable IAS 19 révisée a pour effet une augmentation des charges de prévoyance sur l'exercice 2012, soit CHF 5.2 millions contre CHF 1.5 million en 2011.

Autres charges d'exploitation

Comme en 2011, les charges d'exploitation s'inscrivent à la baisse. Elles passent ainsi de CHF 51.3 millions à CHF 49.1 millions soit -4.3%. La maîtrise des coûts permet au Groupe de poursuivre la baisse des frais d'entretien du réseau et par là des tarifs du timbre de distribution.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe enregistre une légère hausse de 0.7% par rapport à 2011 et s'inscrit à CHF 122 millions.

Augmentation de l'EBIT

Contrairement à 2011, l'exercice 2012 n'enregistre pas de correction de valeur. Corrigé de cet effet, l'EBIT 2012 affiche une hausse de 1.7% à CHF 68 millions.

Produits et charges financiers

Les produits enregistrent un gain de CHF 12 millions en lien avec les opérations à terme sur devises.

Résultats des sociétés associées

Comme en 2011, l'exercice 2012 est marqué par les corrections de valeur en relation avec les activités du groupe Alpiq. Ce dernier a enregistré un « impairment » de CHF 1.6 milliard dans ses comptes 2012, CHF 1.7 milliard en 2011. D'autre part, EOS Holding a fait une correction de valeur supplémentaire de CHF 893 millions sur sa participation Alpiq. Pour le Groupe Romande Energie, ces corrections de valeur impactent négativement le compte de résultat de CHF 402 millions (CHF 292 millions en 2011). Les résultats dégagés par les activités normales d'Alpiq, d'EOS Holding et des autres sociétés associées ont réduit cette charge à CHF 343 millions.

Perte nette

En raison des importantes corrections de valeurs effectuées dans les comptes d'Alpiq et d'EOS Holding SA, Romande Energie affiche une perte de l'exercice de CHF 278 millions. Il y a lieu de rappeler qu'en 2009, le Groupe avait enregistré un produit exceptionnel de CHF 612 millions en relation avec la valorisation des actifs d'EOS Holding lors de la fusion EOS / ATEL qui a conduit à la création d'Alpiq.

Fonds propres du Groupe

Pour la deuxième année consécutive, le Groupe affiche une perte. Les fonds propres passent ainsi de CHF 2.3 milliard au 31.12.2011 à CHF 1.9 milliard au 31.12.2012. La valeur comptable des fonds propres est toujours supérieure à la capitalisation boursière au 31.12.2012, cette dernière s'élevant à CHF 1.2 milliard.

Le ratio d'indépendance financière se situe à 80% au 31.12.2012 (85% au 31.12.2011).

Hausse du dividende ordinaire

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires de verser un dividende ordinaire de CHF 27.- par action contre CHF 25.- pour l'exercice 2011. Si l'assemblée générale des actionnaires accepte cette proposition, il en résultera une sortie de trésorerie de CHF 27.7 millions en 2013 en tenant compte des actions propres détenues.

Cours de l'action en 2012

L'action nominative Romande Energie Holding SA a clôturé l'année 2012 à CHF 1'065.-, soit une baisse de plus de 11.2% par rapport au cours du 31 décembre 2011 (CHF 1'199.-).

Baisse de la capitalisation boursière et de la valeur d'entreprise

Le recul sensible du cours boursier durant l'année 2012 a induit une baisse de la capitalisation boursière. Celle-ci s'inscrit à CHF 1.2 milliard au 31.12.2012 contre CHF 1.3 milliard à fin 2011.

La valeur d'entreprise – qui représente le montant total que les actionnaires et les tiers ont investi dans le Groupe sous déduction des liquidités – se présentait de la manière suivante au 31 décembre 2012 :

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Capitalisation boursière	1 169 185	1 316 293
Intérêts minoritaires	26 200	(661)
Dettes financières	115 818	116 080
./. Liquidités	(427 856)	(261 135)
Valeur d'entreprise	883 347	1 170 577
Valeur d'entreprise/EBITDA	7.26	9.70

Perspectives 2013

Malgré les difficultés rencontrées, le Groupe poursuit ses efforts dans le cadre du développement des installations de production d'énergie renouvelable. Dans cette optique, Romande Energie s'est associé en 2012 à EWZ pour construire un parc éolien dans le Nord-Vaudois. Le Groupe est en attente d'une décision du canton de Vaud quant à l'octroi d'un permis de construire pour un parc éolien dans le Jura vaudois.

Le Groupe souhaite également développer ses activités à l'étranger. Dans ce but la société Romande Energie France SAS a été créée début 2013. Cette société aura pour but la prise de participations dans des sociétés actives dans la production d'énergie renouvelable.

Le Groupe met en place une structure chargée de concrétiser l'un des axes de sa stratégie, soit l'engagement sociétal. Cet engagement procurera non seulement un avantage concurrentiel, mais s'inscrit totalement dans l'évolution des métiers de l'énergie.

Un accent particulier sera porté sur le développement et la promotion de produits en lien avec l'utilisation rationnelle de l'énergie.

2 Comptes consolidés du Groupe Romande Energie

Compte de résultat consolidé

au 31 décembre 2012

En milliers de CHF, sauf données par action

	Note	2012	2011
Chiffre d'affaires net	8	579 412	590 165
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	9	(319 730)	(336 000)
Marge brute opérationnelle		259 682	254 165
Charges de personnel	10	(89 032)	(82 181)
Autres charges d'exploitation		(49 056)	(51 266)
EBITDA		121 594	120 718
Amortissements des immobilisations corporelles	19,20	(50 146)	(51 481)
Correction de valeur des immobilisations corporelles	19	-	(29 000)
Amortissements des immobilisations incorporelles	21	(3 659)	(2 566)
Correction de valeur des immobilisations incorporelles	21	-	(2 516)
Résultat opérationnel (EBIT)		67 789	35 155
Produits financiers	11	13 986	6 662
Charges financières	11	(3 964)	(8 590)
Part au résultat net des sociétés associées	22	(343 210)	(250 812)
Résultat avant impôts		(265 399)	(217 585)
Impôts sur le bénéfice	12	(12 812)	(17 595)
Résultat net du Groupe		(278 211)	(235 180)
Attribuable à :			
Actionnaires société mère		(282 581)	(225 909)
Intérêts minoritaires		4 370	(9 271)
		(278 211)	(235 180)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		1 097 640	1 097 826
Résultat par action (en CHF)	13	(257)	(206)
Dividende par action en CHF (2012 : proposé)		27	25

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat global consolidé

au 31 décembre 2012

<i>En milliers de CHF</i>	Note	2012	2011 retraité
Résultat net du Groupe		(278 211)	(235 180)
Autres éléments du compte de résultat			
Ajustement de valeur comptabilisé dans les fonds propres d'EOS Holding SA	29	(3 682)	(2 258)
Ecart actuariels résultant du plan de prévoyance	26	6 831	(65 840)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture et autres variations		(698)	-
Ajustement à la juste valeur des titres disponibles à la vente		257	(1 319)
Impôts		(1 543)	15 495
Total des autres éléments du compte de résultat, net d'impôt		1 165	(53 922)
Résultat global de la période		(277 046)	(289 102)
Attribuable à :			
Actionnaires société mère		(281 416)	(279 831)
Intérêts minoritaires		4 370	(9 271)
		(277 046)	(289 102)

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

au 31 décembre 2012

En milliers de CHF

	Note	31.12.12	31.12.11 Retraité	01.01.11 Retraité
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	427 856	261 135	288 271
Titres et dépôts à terme	16	44 390	142 791	107 114
Créances résultant de livraisons et prestations	17	111 722	104 413	116 784
Créance d'impôts courants		2 535	7 075	1 692
Autres actifs courants	18	6 375	9 296	13 760
Total des actifs courants		592 878	524 710	527 621
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	19	901 839	885 105	862 953
Immeubles de placement	20	2 623	1 382	1 483
Immobilisations incorporelles	21	25 716	27 038	27 565
Participations dans des sociétés associées	22	888 477	1 296 988	1 611 475
Autres immobilisations financières	23	11 716	12 398	16 220
Actif d'impôts différés	12	12 796	14 812	665
Total des actifs non courants		1 843 167	2 237 723	2 520 361
Total des actifs		2 436 045	2 762 433	3 047 982
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Engagements résultant de livraisons et prestations		33 215	50 267	53 533
Autres engagements à court terme et instruments financiers dérivés	24	104 859	97 323	105 626
Part à court terme des emprunts à long terme	25	262	262	25 262
Provisions à court terme	27	5 062	2 970	2 035
Total des passifs courants		143 398	150 822	186 456
Passifs non courants				
Emprunts à long terme	25	115 556	115 818	116 030
Passifs d'impôts différés	12	145 837	146 761	140 815
Passifs résultant de fonds de prévoyance à régime prédéfini	26	54 826	63 462	2 849
Provisions à long terme	27	2 787	6 753	5 783
Total des passifs non courants		319 006	332 794	265 477
Total des passifs		462 404	483 616	451 933
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère				
Capital-actions	28	28 500	28 500	28 500
Versements additionnels en capital		13 111	13 111	13 111
Autres réserves	29	(13 256)	(9 184)	(5 735)
Résultats accumulés non distribués		1 938 912	2 266 877	2 570 705
Actions propres		(19 826)	(19 826)	(19 826)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		1 947 441	2 279 478	2 586 755
Intérêts minoritaires		26 200	(661)	9 294
Total des capitaux propres		1 973 641	2 278 817	2 596 049
Total des passifs et des capitaux propres		2 436 045	2 762 433	3 047 982

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Tableau de flux de trésorerie consolidés

au 31 décembre 2012

<i>En milliers de CHF</i>	Note	2012	2011
Résultat net de l'exercice		(278 211)	(235 180)
Reprise des éléments hors trésorerie			
- Impôts	12	12 812	17 595
- Amortissements et correction de valeur des immobilisations corporelles	19,20	50 146	80 481
- Amortissements et correction de valeur des immobilisations incorporelles	21	3 659	5 082
- Part au bénéfice net des sociétés associées	22	343 210	250 812
- Résultat net sur réalisation d'actifs immobilisés	8	(2 663)	(7 133)
- Résultat financier net	11	(10 022)	1 928
- Variation du passif de prévoyance	26	1 805	(5 227)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers	24	8 333	-
- Autres éléments		(360)	2 128
Dividendes versés par les sociétés associées		61 571	60 958
Intérêts encaissés et autres produits financiers		899	1 799
Intérêts payés et autres charges financières		(3 503)	(3 278)
Impôts payés		(8 723)	(15 683)
Flux de trésorerie avant variation du fonds de roulement		178 953	154 282
Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles	15	(10 011)	11 782
Liquidités nettes sur les activités opérationnelles		168 942	166 064
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(79 373)	(110 370)
Ventes d'immobilisations corporelles		3 987	6 456
Acquisitions de parts dans des sociétés associées		(40)	(88)
Variation de titres de placement		99 214	(36 390)
Variation des autres immobilisations financières		162	(258)
Dépenses nettes liées aux activités d'investissements		23 950	(140 650)
Variation des dettes financières		(262)	(24 950)
Libération de capital par actionnaires minoritaires		2 400	-
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		(684)	(684)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(27 446)	(27 446)
Recettes/(Dépenses) nettes liées aux activités de financement		(25 992)	(53 080)
Effet net des écarts de conversion sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		(179)	530
Variation nette des liquidités		166 721	(27 136)
Liquidités en début d'exercice		261 135	288 271
Liquidités en fin de période		427 856	261 135

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Variations des capitaux propres consolidés

au 31 décembre 2012

Capitaux propres des actionnaires de la société mère

<i>En milliers de CHF</i>	Capital- actions	Versements additionnels en capital	Autres réserves	Résultats accumulés non distribués	Actions propres	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	28 500	13 111	(5 735)	2 592 015	(19 826)	2 608 065	9 294	2 617 359
Retraitement écarts actuariels				(21 310)		(21 310)		(21 310)
Solde au 1^{er} janvier 2011	28 500	13 111	(5 735)	2 570 705	(19 826)	2 586 755	9 294	2 596 049

Variation des capitaux propres 2011

Dividende payé aux actionnaires de la société mère (CHF 25.-/action)				(27 446)		(27 446)		(27 446)
Dividende payé aux intérêts minoritaires							(684)	(684)
Résultat global du Groupe			(3 449)	(276 382)		(279 831)	(9 271)	(289 102)
Solde au 31 décembre 2011	28 500	13 111	(9 184)	2 266 877	(19 826)	2 279 478	(661)	2 278 817

Variation des capitaux propres 2012

Dividende payé aux actionnaires de la société mère (CHF 25.-/action)				(27 446)		(27 446)		(27 446)
Variation de périmètre				(23 175)	-	(23 175)	23 175	-
Dividende payé aux intérêts minoritaires							(684)	(684)
Résultat global du Groupe			(4 072)	(277 344)		(281 416)	4 370	(277 046)
Solde au 31 décembre 2012	28 500	13 111	(13 256)	1 938 912	(19 826)	1 947 441	26 200	1 973 641

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Des indications complémentaires sur le capital et les réserves sont données aux notes 28 et 29.

NOTE 1

Informations générales

Romande Energie Holding SA, société anonyme holding de droit suisse dont le siège est à Morges (Suisse), détient directement ou indirectement toutes les sociétés appartenant au Groupe Romande Energie (Groupe). Le Groupe est actif dans 4 métiers liés à l'énergie : la distribution d'électricité, la commercialisation d'énergie, la gestion de l'énergie et l'efficacité énergétique.

Le métier de la distribution d'électricité a pour mission de gérer le réseau électrique dans la zone de desserte attribuée et de garantir l'accès au réseau pour les consommateurs finaux.

Le métier de la commercialisation d'énergie couvre la fourniture d'électricité aux clients captifs de la zone de desserte ainsi qu'aux clients libéralisés présents sur l'ensemble du territoire suisse. L'offre de services administratifs et énergétiques est associée à cette activité.

Le métier de la gestion de l'énergie comprend les activités liées au développement et à la gestion de la production du Groupe. Cette unité est également en charge de la gestion du portefeuille « énergie » du Groupe.

Les activités en lien avec l'efficacité énergétique sont temporairement sous responsabilité de l'Unité d'affaires Finances.

Les comptes consolidés 2012 du Groupe ont été approuvés le 25 mars 2013 par le conseil d'administration de Romande Energie Holding SA. L'assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2013 est invitée à les approuver à son tour.

NOTE 2

Résumé des principes de consolidation

Les principes comptables majeurs utilisés lors de l'établissement des états financiers consolidés du Groupe sont décrits ci-dessous. Ces principes ont été appliqués uniformément à tous les chiffres comparés ici, sauf indication contraire spécifique.

Reclassement 2012

En 2012, le Groupe a revu son organisation. Cela a amené à transférer la gestion du portefeuille « énergie » de l'Unité d'affaires Commercialisation à Energie. Les activités en lien avec l'efficacité énergétique ont été transférées provisoirement à l'Unité Finances. Cette réorganisation implique de reclasser les chiffres 2011 du reporting par secteur opérationnel, afin de rendre ceux-ci comparables d'une année à l'autre.

Retraitement 2012

Le Groupe applique de manière anticipée la norme comptable IAS 19R – *Avantages du personnel*. Avec ce changement de méthode comptable, le Groupe reconnaît les écarts actuariels résultant du fonds de prévoyance du personnel. Précédemment, les états financiers du Groupe n'enregistraient que les écarts actuariels de l'exercice précédent qui excédaient le 10% du plus élevé des engagements de prévoyance ou de la fair-value des actifs du plan. En 2012, il a été décidé de reconnaître tous les écarts actuariels existant dans le compte de résultat global.

Les changements sont appliqués de manière rétrospective conformément aux dispositions d'IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Les informations comparatives de la période précédente ont été retraitées. Au 1^{er} janvier 2011, cela amène le Groupe à reconnaître un passif de prévoyance de CHF 2.8 millions en lieu et place d'un actif de CHF 24.9 millions, l'écart devant être comptabilisé en diminution des fonds propres à l'ouverture au 1^{er} janvier 2011 est de CHF 27.7 millions, sous déduction de l'impact fiscal de CHF 6.5 millions. Le compte de résultat global 2011 enregistre un retraitement négatif de CHF 65.8 millions résultant des écarts actuariels, l'impôt y relatif est de CHF 15.4 millions. Le rapport de gestion 2011 indiquait un passif d'impôt différé de CHF 7.2 millions, les retraitements effectués font passer cette position en un poste d'actif d'impôt différé de CHF 14.8 millions au 31 décembre 2011.

1 Base de présentation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en milliers de CHF selon le principe du coût historique, sauf pour certaines immobilisations corporelles et certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Ils sont conformes aux normes « International Financial Reporting Standards » (IFRS) édictées par « l'International Accounting Standards Board » et aux normes de présentation des comptes ci-dessous.

L'établissement d'états financiers selon les normes IFRS implique le recours à des estimations et à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, et sur les actifs et engagements conditionnels à la date du bilan, et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur les meilleures connaissances de la situation actuelle ou des opérations futures du Groupe dont puisse disposer la direction, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus sur la base de ces estimations. Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité, ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des états financiers, sont décrits à la note 3.

Normes et interprétations publiées mais non encore applicables

Le Groupe évalue les impacts potentiels de la mise en application des standards (nouveaux et révisés) dont l'entrée en vigueur sera effective pour les états financiers subséquents :

IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir – compensation d'actifs et passifs financiers (amendement), applicable dès 2013.

IFRS 9 – Instruments financiers ; applicable dès 2015.

IFRS 10 – Etats financiers consolidés ; applicable dès 2013.

IFRS 11 – Partenariats ; applicable dès 2013.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ; applicable dès 2013.

IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur ; applicable dès 2013.

IAS 1 – Présentation des états financiers - présentation des autres éléments du résultat global (amendement) ; applicable dès 2013.

IAS 27 – Etats financiers individuels (révisé) ; applicable dès 2013.

IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et coentreprises (révisé) ; applicable dès 2013.

IAS 32 – Instruments financiers : présentation (amendement) : compensation d'actifs et passifs financiers ; applicable dès 2014.

Les modifications indiquées ci-dessus ne devraient pas avoir d'impact matériel sur les états financiers du Groupe, hormis l'introduction d'IFRS 9 – Instruments financiers. L'application d'IFRS 9 pourrait avoir des impacts sur la valorisation et la classification des actifs financiers.

Normes, amendements et interprétations applicables à partir de l'exercice 2012

L'IASB a publié un recueil d'améliorations et d'amendements apportés aux standards IFRS/IAS (mai 2012). L'adoption de ces amendements n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Hormis l'adoption anticipée d'IAS 19 révisé, il n'y a pas d'autre nouveau standard ou interprétation qui ont eu un impact matériel sur les états financiers du Groupe.

2 Principes de consolidation

La date de clôture des comptes annuels individuels est le 31 décembre.

Filiales

Les comptes consolidés du Groupe comprennent les opérations de Romande Energie Holding SA et celles de toutes les filiales directes et indirectes dans lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle, pouvoir s'accompagnant en général d'un contrôle de plus de 50% des droits de vote. La liste des principales filiales figure à la note 35. Les filiales sont consolidées par intégration globale, le cas échéant à la date du transfert de contrôle au Groupe. A l'inverse, elles sont exclues de ce périmètre dès que ce contrôle cesse.

Tous les soldes des comptes ainsi que l'ensemble des transactions et profits réalisés entre sociétés du Groupe sont éliminés lors de la consolidation.

La part au résultat et le droit aux fonds propres des actionnaires minoritaires sont présentés séparément.

Sociétés associées

Les sociétés associées et les coentreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (normalement entre 20% et 50% des droits de vote), sans en avoir le contrôle, sont prises en compte selon la méthode d'intégration par mise en équivalence. Ces participations apparaissent au bilan au titre de participations dans des sociétés associées et sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition puis à leur juste valeur, soit le coût initial corrigé de la part du Groupe aux bénéficiaires (pertes) reporté(e)s après la date d'acquisition et de modification éventuelle de valeur « Impairment ». Si, malgré la détention de plus de 20% des parts dans une société, le Groupe n'exerce pas d'influence notable, ladite société est traitée comme « immobilisation financière » (voir la note 3).

Toute correction de valeur « Impairment » est enregistrée immédiatement dans le compte de profits et pertes. Les pertes des sociétés qui excèdent la part du Groupe dans ces sociétés associées ne sont pas reconnues.

Lorsqu'une variation des actifs nets d'une société associée est reportée directement dans ses fonds propres, le Groupe reconnaît sa part à ces changements dans le résultat global et l'indique séparément. Les soldes des comptes ainsi que les transactions

d'importance significative avec des participations et des coentreprises consolidées par mise en équivalence sont présentés séparément comme éléments relatifs à des sociétés associées.

Les gains non réalisés lors de transactions entre des sociétés du Groupe et des sociétés associées sont éliminés pour la part du Groupe dans ces sociétés associées. Les pertes non réalisées sont éliminées de la même manière sauf si la transaction couvre un transfert d'actif nécessitant une correction de valeur « Impairment ».

Les états financiers des sociétés associées sont ajustés pour assurer la cohérence avec les principes comptables adoptés par le Groupe.

Joint-ventures

Une « joint-venture » est un arrangement contractuel où le Groupe et d'autres partenaires poursuivent une activité économique commune. Les décisions stratégiques, financières et opérationnelles y relatives sont soumises à l'approbation unanime des parties au contrat.

Lorsque le Groupe participe à de tels accords, la part du Groupe aux actifs et passifs conjointement détenus est reconnue dans les états financiers consolidés. Ils y figurent dans les rubriques correspondant à leur nature.

Des accords de « joint-venture » peuvent conduire à la création d'entités légales dans lesquelles chaque partenaire possède une participation. Dans ces cas, le Groupe reconnaît sa part dans ces entités légales détenues conjointement en utilisant la méthode de mise en équivalence.

Variations de périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe Romande Energie a subi les modifications suivantes au cours de l'exercice 2012 :

- Fusion par absorption entre Société Electrique du Bas-Valais SA et Société électrique de Champéry – Val-d'Illeiez SA. La raison sociale a été changée en Bas-Valais Energie SA. Toutefois, cette fusion n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe.
- Création le 6 novembre 2012 de la société Eoliennes Provence SA en partenariat avec la société EWZ. Le but de cette nouvelle société est de créer et d'exploiter un parc éolien dans la région du Nord-Vaudois. La société est dotée d'un capital de CHF 6 millions dont le Groupe en détient 60%.
- En 2012, il a été procédé à un assainissement de la société Enerbois SA pour un montant de CHF 42 millions. Le capital d'Enerbois a été augmenté par compensation d'une créance que détenait le Groupe. Simultanément, le capital a été ramené à son niveau initial soit CHF 2 millions. L'assainissement étant le fait du Groupe, la part de ce dernier est passée de 50% à 98%.

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur au moment où elles ont été effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'année. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont enregistrées dans le compte de résultat.

Afin de se prémunir du risque de change, le Groupe souscrit à des contrats de change à terme et à des options.

Toutes les filiales du Groupe présentent leurs comptes en CHF et, par conséquent, il n'y a aucun écart résultant de la conversion des comptes des filiales.

	2012	2011
Cours de change utilisé en fin d'année		
Euro	1.209	1.228
Cours de change mensuel moyen utilisé pour le compte de résultat et le flux de trésorerie consolidés		
Euro	1.207	1.239

3 Principes de comptabilisation et d'évaluation

Chiffre d'affaires et comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires net inclut toutes les recettes provenant de la vente d'électricité et de biens et services, après déduction de la TVA, des rabais, des escomptes, des autres remises convenues sur les prix ainsi que des ducroires et pertes sur débiteurs. Les recettes sont comptabilisées lors de la livraison de l'électricité, des services ou des biens. Les compteurs des clients font l'objet de relevés périodiques.

Pour une grande partie de la clientèle et environ 50% des kWh fournis, la quantité consommée est relevée sur les instruments de mesure une seule fois par année.

Les recettes comprennent les estimations concernant l'énergie consommée et pas encore facturée entre la date du dernier relevé de compteur et la date de clôture.

Les dividendes provenant d'investissements sont comptabilisés lorsque le droit à la distribution a été clairement établi.

Les finances d'équipement perçues des clients par le Groupe lors de leur raccordement au réseau sont comptabilisées en revenu au moment du raccordement.

Charges de personnel et plan de prévoyance

Les engagements du Groupe résultant d'un régime à prestations définies, ainsi que le coût des services rendus au cours de l'exercice, sont déterminés selon la méthode des unités de crédits projetés. Les gains et les pertes actuariels du plan de prévoyance sont reconnus totalement dans le compte de résultat global au cours de la période de leur survenance. De tels gains ou pertes actuariels sont également reconnus dans les résultats accumulés non distribués et ne sont pas reclassés dans le compte de résultat au cours des périodes suivantes.

Les coûts de prestations de prévoyance sont reconnus dans le compte de résultat lors de leur survenance. Les intérêts nets sont calculés en appliquant le taux d'actualisation sur l'actif (engagement) net de prévoyance. Les charges de prévoyance sont réparties en trois catégories soit :

- prestations de prévoyance acquises après cotisations des employés,
- intérêts,
- frais administratifs.

Les gains et pertes résultant de changements d'hypothèses sont comptabilisés dans le compte de résultat global.

Dépréciation « Impairment » d'immobilisations corporelles et incorporelles

Lors de chaque clôture annuelle, une analyse est faite afin de contrôler si des éléments indiquant une perte de valeur d'un actif existent. Une perte de valeur est immédiatement constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée. Le goodwill est soumis à un test de perte de valeur au moins une fois l'an.

Par valeur recouvrable, on entend la plus grande des valeurs entre le prix de vente net et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue par l'actualisation des flux futurs anticipés produits par cet actif ou le plus petit groupe d'actifs identifiables auquel il appartient, et dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie indépendantes de celles dégagées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dès lors, une appréciation de l'ensemble des conditions économiques qui régneront pendant la durée d'utilité doit être faite par le Groupe. Ces estimations pourront s'écarter considérablement des valeurs effectives.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les avoirs déposés dans les banques et sur des comptes postaux, ainsi que les dépôts et placements monétaires dont la durée initiale n'excède pas 90 jours.

Créances résultant de livraisons et prestations

Les créances résultant de livraisons et prestations sont comptabilisées à leur valeur nominale, déduction faite d'un ajustement pour les créances douteuses. Une provision pour créances douteuses est établie lorsque des signes objectifs indiquent que le Groupe ne sera pas à même de récupérer sa créance. Des difficultés financières du débiteur, des défauts ou retards de paiements sont considérés comme des indicateurs fiables pour effectuer une correction de valeur sur le poste débiteur. Le Groupe constitue une provision globale sur les débiteurs dont l'échéance est supérieure à 180 jours. Cette provision est effectuée sur la base de l'historique des pertes et représente le 75% des créances en souffrance depuis plus de 180 jours. Les pertes sur cette position sont comptabilisées par le biais du compte de provision. Les pertes sur débiteurs sont enregistrées sur la base d'actes de défaut de biens ainsi que sur la base de jugements de faillite ou tout autre document permettant d'établir la défaillance du débiteur.

Instruments financiers (y.c. emprunts) et dérivés

Le Groupe reconnaît les instruments financiers actifs et passifs dans le bilan dès qu'il est contractuellement lié à de tels instruments.

Les titres de placement comprennent des actions et des obligations réalisables en bourse et des placements monétaires d'une durée initiale supérieure à 90 jours. Les titres de placement sont désignés en juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur ; les profits et pertes en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice.

Les contrats d'achat à terme d'énergie avec livraison physique de celle-ci sont exclus du champ d'IAS 39. Ces contrats sont conclus dans le cadre de l'activité normale de l'entreprise. Ceci est démontré dès que les conditions suivantes sont remplies :

- il existe une livraison physique de l'énergie ;
- les contrats ne sont pas des ventes d'options au sens de la norme.

Par opposition, les contrats d'achat à terme d'énergie qui sont conclus pour des raisons d'optimisation du portefeuille Energie ou utilisés ultérieurement à des fins d'optimisation, sont désignés comme des instruments financiers et sont évalués à la juste valeur. Les différences d'évaluation sont comptabilisées dans le compte de résultat au moment de leur constatation.

Les emprunts sont reconnus initialement à leur juste valeur, corrigée des coûts de transaction directement imputables. Ensuite les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts ou les tranches d'emprunts pour lesquels il existe un droit irrévocable de différer le remboursement à un terme supérieur à 12 mois sont classés dans les passifs non courants; tous les autres le sont dans les passifs courants.

Aucun coût d'emprunt n'a été activé tant en 2012 qu'en 2011.

Immobilisations financières

Les valeurs de parts de sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20% des droits de vote, ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable, sont portées au bilan à leur prix d'acquisition avant de l'être à leur juste valeur. Si aucune estimation fiable de la juste valeur ne peut être établie, le Groupe valorise l'investissement au coût d'acquisition. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat global et reclassées dans le compte de résultat lors de la vente de l'actif ou lorsque l'immobilisation financière doit subir une correction de valeur irréversible « Impairment ».

Les prêts octroyés sont enregistrés au coût amorti, déduction faite des éventuelles pertes de valeur pour les montants non recouvrables.

Actions propres

En cas d'acquisition d'actions propres, le total du montant payé et les coûts directement imputables à la transaction (nets d'impôts sur le bénéfice) sont déduits des fonds propres du Groupe jusqu'à l'annulation ou la vente ultérieure des titres. En cas de vente, le produit reçu, net des coûts directement imputables à la transaction (auxquels on ajoute l'effet fiscal de l'impôt sur le bénéfice), est attribué aux fonds propres du Groupe.

Immobilisations corporelles

Les terrains, les bâtiments, les machines et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de fabrication, après déduction des amortissements cumulés. Les dépenses de transformation des immeubles loués sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée de vie économique présumée et la durée résiduelle du bail. Les coûts de réparation et d'entretien sont imputés directement comme charges au compte de résultat, tandis que les rénovations et améliorations majeures sont activées comme immobilisations corporelles et amorties sur leur durée de vie économique présumée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte entre la durée résiduelle des concessions et les durées de vie économique présumées suivantes :

	Nombre d'années
Bâtiments à usage du Groupe	20-40
Immeubles de placement	20-40
Centrales de production	25-75
Réseaux de distribution d'électricité	15-40
Machines, équipements, installations et outillage	6-15
Véhicules	3-8
Equipements informatiques	3-8

Les terrains ne sont amortis qu'en cas de perte de valeur, ou soumis à un retour de concession.

Les équipements en cours de réalisation sont immobilisés et amortis à partir du mois de leur mise en service.

Si le Groupe est obligé de démanteler des centrales de production ou d'autres immobilisations et de remettre en état les propriétés de tiers sur lesquelles ces immobilisations se trouvent, les coûts correspondants sont ajoutés au coût initial à la date d'acquisition, et amortis sur la durée de vie économique de l'immobilisation.

Immeubles de placement

Sont considérés comme immeubles de placement, les biens immobiliers détenus en vue d'en retirer des rendements ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition après déduction des amortissements cumulés. Les immeubles de placement sont amortis sur une durée comprise entre 20 et 40 ans.

Immobilisations incorporelles et goodwill

L'excédent du coût résultant d'une acquisition d'entreprise est inscrit au bilan en tant que goodwill au bilan. Le goodwill est considéré avoir une durée de vie illimitée. Celui-ci fait l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus souvent si des événements ou changements de contexte laissent supposer la possibilité d'une telle dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur une estimation des flux d'avantages économiques futurs.

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût initial et sont amorties de manière linéaire sur les durées d'utilité suivantes :

Concession : durée de la concession

Clientèle : jusqu'à l'entrée en vigueur de la libéralisation totale du marché de l'électricité

Logiciels : 5 ans

Un test de dépréciation est effectué si des indices montrent que la valeur recouvrable pourrait être inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant sont incertains. Elles sont portées au bilan lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant des provisions est évalué par la direction du Groupe, à la date de clôture, sur la base de la meilleure estimation possible des coûts nécessaires pour éteindre l'obligation. Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée sous les passifs éventuels. Lorsque l'effet est significatif, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation sont escomptés. La provision est actualisée au taux du marché majoré le cas échéant d'un taux reflétant les risques spécifiques liés à cet engagement.

Impôts (y.c. impôts différés)

Les impôts courants sont déterminés d'après le bénéfice imposable de l'année en cours et sont imputés au compte de résultat.

Les impôts sur le résultat sont enregistrés dans la même période que les produits et les charges auxquels ils se rapportent.

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable, c'est-à-dire sur les différences temporelles entre la valeur des actifs et passifs reconnue par les autorités fiscales et leur valeur comptable enregistrée dans les états financiers consolidés du Groupe.

Le montant de la provision pour impôts différés est calculé sur la base des taux d'imposition connus à la date de clôture et susceptibles d'être appliqués lors de la dissolution des différences temporelles.

Les reports de pertes fiscalement déductibles sur les résultats futurs et les autres avoirs fiscaux différés sont inscrits à l'actif seulement si leur réalisation ultérieure paraît probable.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action se calcule en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de la société mère, Romande Energie Holding SA. Il est indiqué avant et après tous les effets potentiels de dilution.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés dans les états financiers consolidés au moment où ils ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

Parties liées

Sont considérées comme parties liées le canton de Vaud, la Fondation de prévoyance de Romande Energie, les membres du conseil d'administration, les membres de la direction du Groupe et les sociétés associées. Les parties liées sont approvisionnées en énergie à des conditions comparables à celles des clients qui satisfont les mêmes critères. L'Etat de Vaud perçoit des redevances sur les concessions en liaison avec l'utilisation des eaux.

Activités abandonnées et actifs non courants disponibles à la vente

Les actifs non courants ou les groupes destinés à être cédés sont valorisés au plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de ventes. Les actifs non courants sont classés comme détenus à la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par une transaction de vente plutôt que par son utilisation. Ces conditions sont remplies si le bien est disponible pour une vente immédiate et si la vente est hautement probable.

Les actifs non courants désignés comme destinés à la vente ne font plus l'objet d'amortissements.

NOTE 3

Eléments critiques d'évaluation

Les estimations et les hypothèses de travail sont continuellement évaluées et se fondent sur l'expérience et d'autres facteurs, telle la probabilité que certains événements se produisent compte tenu des circonstances.

1 Prévoyance en faveur du personnel

Le calcul des engagements de prévoyance découlant des plans à primauté des prestations est effectué à partir d'hypothèses actuarielles qui peuvent diverger de la réalité et influencer les actifs et les résultats du Groupe. Au 31 décembre 2012, le passif résultant du fonds de prévoyance s'élève à CHF 55 millions (2011 : CHF 63 millions).

2 Correction de valeur des immobilisations corporelles, incorporelles et des goodwill

La valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des goodwill représente un montant de CHF 928 millions (2011 : CHF 912 millions). Un test de dépréciation est effectué annuellement ou chaque fois que des indices de perte de valeur se présentent. Ces tests sont effectués sur la base d'une estimation de cash flows futurs résultant de l'utilisation et de la vente probable des actifs. Toutefois les flux réels de trésorerie peuvent différer significativement des premières estimations.

3 Correction de valeur des sociétés associées

Cette rubrique est constituée principalement par la participation dans la société EOS Holding SA (28.7%) qui, elle-même, détient 31.4% d'Alpiq. Cette position est sensible tant aux variations du cours de l'Euro que du prix de l'énergie sur le marché de gros. Alpiq est une société très active sur le marché international. Suite aux corrections de valeurs effectuées, la valeur comptable de cette participation est passée de CHF 1'218 millions en 2011 à CHF 808 millions en 2012.

4 Chiffre d'affaires

Une grande partie du chiffre d'affaires « énergie » est réalisée avec des clients particuliers qui sont facturés annuellement sur la base d'un relevé de compteur réalisé tout au long de l'année. Le chiffre d'affaires réalisé entre la date du dernier relevé et le 31 décembre est comptabilisé sur la base de l'énergie distribuée valorisée à un prix moyen, sous déduction des pertes réseau estimées. Ce chiffre d'affaires ainsi déterminé pourrait différer des valeurs effectives.

NOTE 4

Cession, regroupement d'entreprises et autres transactions importantes

Acquisitions en 2012

Tant en 2012 qu'en 2011, le Groupe n'a pas fait d'acquisition significative.

NOTE 5

Gestion des risques financiers

1 Informations sur la gestion des risques

Le Groupe gère ses risques au travers de comités de gestion de risques spécifiques, tels que ceux existant par exemple pour l'approvisionnement en électricité. Un « risk manager » coordonne les différents comités de gestion des risques ainsi que les processus relatifs à cette gestion. L'objectif du « risk manager » est de s'assurer de manière systématique que les risques sont identifiés, évalués, maîtrisés et suivis. Le « risk manager » dépend directement de la direction financière du Groupe.

Deux fois par an, le « risk manager » présente une cartographie des risques les plus importants au conseil d'administration. Cette cartographie comprend un descriptif des risques ainsi que les mesures prises visant à réduire les risques ainsi identifiés.

2 Exposition aux risques

Le Groupe est soumis aux risques du marché qui découlent principalement des prix de l'énergie, du risque de change et des taux d'intérêts, ainsi qu'aux risques de crédits et de liquidités. La direction surveille régulièrement ces risques.

Le Groupe effectue des transactions sur des produits dérivés, principalement swap de taux d'intérêts et contrats de change à terme. Le but est de limiter les risques découlant des taux d'intérêts sur emprunts et des transactions en monnaies étrangères effectuées dans le cadre des activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe n'effectue pas de transactions financières pour lesquelles il existe au moment de l'échéance de la transaction un risque non calculé. Cela signifie que le Groupe ne procède pas à des transactions sans détenir les actifs et passifs sous-jacents. Seuls les valeurs patrimoniales et les engagements actuels ou futurs qui ont une forte probabilité de réalisation font l'objet d'une couverture.

3 Risques liés à l'approvisionnement en énergie

Le Groupe se trouve exposé aux fluctuations des prix du marché de l'électricité pour toute la quantité d'énergie qu'il ne produit pas lui-même, soit environ 85% des besoins totaux. Dès lors, des contrats d'approvisionnement à long terme sont conclus avec des

partenaires privilégiés fixant les prix et volumes. Dans ce cadre, le Groupe est au bénéfice de contrats à long terme dont le plus long porte jusqu'en 2020. Ces contrats, ajoutés aux achats à terme et au droit d'achat mentionné à la note 33 couvrent la quasi-totalité des besoins totaux en énergie sur la base de la consommation prévue en 2012.

Pour le solde, le Groupe recourt à des techniques dites de « stress-testing » qui visent à évaluer le scénario du pire. Puis il fixe annuellement un prix maximum d'approvisionnement qu'il couvre sur « l'European Energy Exchange » (EEX) par des achats à terme, achats qu'il optimise en profitant des variations des prix spot et à terme. Au vu de la volatilité des prix de l'énergie, le Groupe tend à couvrir la totalité des besoins prévisionnels à 24 mois.

Les flux d'électricité sur le marché européen induisent une congestion des lignes de transport de l'électricité. En fonction de la demande, le passage de l'énergie aux frontières est soumis à enchères. Le montant des enchères n'est pas prévisible et peut varier fortement d'une année à l'autre, à savoir CHF 4 millions en 2012 contre CHF 1 million en 2011.

4 Risques liés aux taux de change

Le risque lié au taux de change est principalement généré par des achats d'énergie sur l'EEX qui se font en principe en Euro. Le Groupe utilise des contrats de change à terme et d'option pour couvrir le risque de change. Jusqu'au 31 décembre 2011, les écarts de valorisation étaient comptabilisés dans le compte de résultat, voir la note 5 du rapport de gestion 2011. Cette méthode reste valable pour toutes les opérations de couverture effectuées avant le 1^{er} janvier 2012. Dès le 1^{er} janvier 2012, le Groupe a mis en place une comptabilité de couverture (hedge accounting). Les contrats d'achats de devises à terme sont désignés comme couverture de flux de trésorerie et servent à couvrir des opérations prévues hautement probables.

L'évaluation de l'instrument de couverture est documentée tant au début de la couverture que de manière permanente. Le Groupe définit si la couverture est ou n'est pas hautement efficace pour compenser les variations des positions couvertes. La partie du profit ou de la perte réalisée sur l'instrument de couverture qui est réputé constituer une couverture efficace est comptabilisée directement dans les fonds propres alors que la partie inefficace est quant à elle comptabilisée au compte de résultat de l'exercice. Au 31 décembre 2012 une charge inférieure à CHF 1 million a été comptabilisée directement dans les fonds propres. La part inefficace de la couverture comptabilisée dans le compte de résultat n'est pas significative.

Si la réalisation de la transaction attendue ou de l'engagement ferme n'est plus à l'ordre du jour, les montants auparavant comptabilisés dans les fonds propres sont portés dans le compte de résultat.

La comptabilité de couverture s'arrête lorsque

l'instrument de couverture est échu, est vendu, est exercé ou ne remplit plus les conditions de couverture. Toutes les différences d'évaluation qui existent alors dans les capitaux propres y sont maintenues séparément jusqu'à la réalisation de la transaction de couverture.

Les impacts d'une variation du taux de change de +/-10%, toute chose étant égales par ailleurs, sont de CHF 17 millions sur le compte de résultat, identique à 2011 et de CHF 4 millions sur les fonds propres.

5 Risques liés aux taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêts est essentiellement lié aux emprunts du Groupe ainsi qu'aux placements à court et moyen terme qu'il effectue. L'impact sur le compte de résultat 2012, avant impôt, d'une variation de plus ou moins 50 points de base est de CHF 1.4 million contre CHF 1.3 million en 2011. Il n'y a pas d'impact sur les fonds propres.

6 Autres risques de prix

Le Groupe est exposé aux risques de prix sur les titres découlant des investissements en participations financières. Ces participations sont détenues à des fins stratégiques plutôt qu'à des fins de transactions. Le Groupe n'a pas d'exposition matérielle aux fluctuations de prix des titres. Ces fluctuations sont comptabilisées par les fonds propres.

7 Risques de crédit

Le risque de crédit est géré de manière centralisée pour le Groupe. Ce risque consiste dans l'éventualité qu'une contrepartie ne puisse honorer ses engagements.

Le risque lié aux clients est limité par le nombre important de ceux-ci et leur répartition géographique (uniquement en Suisse). Les postes ouverts sont suivis sur une base mensuelle. Cette position est détaillée dans la note 17. Le Groupe n'a pas d'exposition significative envers une contrepartie individuelle. Le risque découlant des autres instruments financiers comme la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les dépôts auprès d'instituts financiers de placements est maîtrisé par l'application conforme du règlement de trésorerie du Groupe.

Le Groupe investit uniquement auprès d'établissements financiers sélectionnés selon des critères stricts. Il s'agit notamment des deux grandes banques suisses, de Postfinance et de banques ayant un rating minimum de AA-. Le risque maximum sur cette position est égal à la valeur comptable des instruments financiers.

8 Risques de liquidités

Le risque de liquidités couvre l'incapacité pour le Groupe d'honorer ses obligations à temps. Le service de trésorerie du Groupe est responsable de la liquidité et du financement. Les risques de liquidités et de financement font l'objet d'une supervision permanente de la part de la direction, au niveau du Groupe. Le Groupe dispose de liquidités suffisantes pour répondre à tous les engagements par maturité.

Le tableau ci-après indique les différentes échéances des engagements du Groupe (y.c. intérêts) :

<i>En milliers de CHF</i>	< 1 mois	> 1 mois et < 3 mois	> 3 mois et <12 mois	> 1 an et < 5 ans	> à 5 ans	Total
31 décembre 2012						
Dettes financières		-	2 563	10 252	123 022	135 837
Engagements résultant de livraisons et prestations	29 084	3 988	143			33 215
Autres dettes	32 443	35 721	35 164	1 531	-	104 859
Total	61 527	39 709	37 870	11 783	123 022	273 911
Instrument financiers dérivés						
Achat de devises à terme	5 626	14 410	39 273	91 002	55 536	205 847
31 décembre 2011						
Dettes financières		262	2 563	11 300	127 355	141 480
Engagements résultant de livraisons et prestations	31 409	18 857				50 266
Autres dettes	35 167	28 912	30 666	2 578		97 323
Total	66 576	48 031	33 229	13 878	127 355	289 069
Instrument financiers dérivés						
Achat de devises à terme	4 035	13 492	37 719	123 055	49 743	228 044

9 Informations sur les actifs et engagements financiers

Actifs financiers	Note	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Total	
		2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<i>En milliers de CHF</i>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14					427 856	261 135	427 856	261 135
Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés									
- obligations négociables	16	4 390	22 791					4 390	22 791
- dépôts à terme	16	40 000	120 000					40 000	120 000
Créances résultant de livraisons et prestations	17					111 722	104 413	111 722	104 413
Autres actifs courants									
- créances diverses	18					1 130	1 175	1 130	1 175
Autres immobilisations financières									
- participations financières diverses	23			5 669	6 143			5 669	6 143
- prêts aux sociétés associées	23					5 604	5 800	5 604	5 800
- prêts à des tiers	23					443	455	443	455
Total		44 390	142 791	5 669	6 143	546 755	372 978	596 814	521 912

Passifs financiers		Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		Autres passifs financiers		Total	
		2012	2011	2012	2011	2012	2011
Engagements résultant de livraisons et prestations				33 215	50 267	33 215	50 267
Autres engagements à court terme							
- instruments financiers dérivés	24	17 125	20 716			17 125	20 716
- comptes courants partenaires	24			4 323	3 712	4 323	3 712
- engagements divers à court terme				73 390	66 756	73 390	66 756
Part à court terme des emprunts	25			262	262	262	262
Part à long terme des emprunts	25			115 556	115 818	115 556	115 818
Total		17 125	20 716	226 746	236 815	243 871	257 531

De par la nature à court terme des actifs financiers, leur valeur comptable est proche de la juste valeur.

NOTE 6

Capital management

L'objectif principal du management du capital est de maintenir la capacité à lever des fonds pour garantir la continuité d'exploitation et pour maximiser la valeur d'entreprise.

Le Groupe surveille l'endettement au travers du « gearing » ratio, qui correspond à la dette nette divisée par le total des fonds propres et de l'endettement net.

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Dettes financières	115 818	116 080
Engagements résultant de livraisons et prestations et autres	138 074	147 590
./. Trésorerie et équivalents de trésorerie	(427 856)	(261 135)
Dettes nettes	(173 964)	2 535
Fonds propres	1 947 441	2 279 478
Total des fonds propres et endettement net	1 773 477	2 282 013
Gearing ratio	-9.81%	0.11%

NOTE 7**Informations sectorielles**

La détermination des segments opérationnels est basée sur les Unités d'affaires qui font l'objet d'un reporting au niveau du comité de direction du Groupe.

Le Groupe est actuellement divisé en trois Unités d'affaires (UA) principales :

- Commercialisation
- Distribution
- Energie

Ces trois Unités d'affaires sont gérées de manière distincte bien que traitant, toutes, d'activités liées à l'énergie. Il n'a pas été tenu compte de secteurs géographiques du fait que le Groupe est actif uniquement en Suisse.

Dès 2012, l'Unité d'affaires précédemment nommée Environnement est devenue l'Unité d'affaires Energie. Cette réorganisation a conduit à subordonner temporairement les activités liées à l'efficacité énergétique sous l'Unité Corporate. En outre, l'Unité Energie regroupe maintenant toutes les activités en lien avec la production d'énergie et la gestion des portefeuilles d'approvisionnement. Cette dernière était réalisée précédemment par l'Unité Commercialisation. Les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été retraités et prennent en compte la nouvelle organisation. Ces trois Unités d'affaires sont gérées de manière distincte bien que traitant toutes d'activités liées à l'énergie.

L'Unité d'affaires Commercialisation est en charge de la vente de l'électricité, de prestations connexes (facturation, call-center) ainsi que de produits et services destinés à toute la gamme de la clientèle (audit énergétique, éclairage public, etc...). Cette Unité s'approvisionne auprès de l'Unité « Energie ». La société Romande Energie Commerce SA, filiale du Groupe à 66.6%, concentre la quasi-totalité des activités de cette Unité d'affaires.

L'Unité d'affaires Distribution a pour mission principale de garantir une fourniture d'électricité de qualité, conforme aux normes en vigueur. A cet effet lui sont dévolus l'entretien et le développement du réseau de distribution de l'électricité. La majeure partie des activités de cette Unité d'affaires est régulée. Ses revenus proviennent essentiellement de la rémunération de la mise à disposition du réseau, que ce soit au niveau des clients finaux ou au niveau des revendeurs. La loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) édicte les modalités de cette rémunération.

L'Unité d'affaires Energie a pour objectifs principaux la sécurité d'approvisionnement des clients gérés par Romande Energie Commerce SA, la gestion des portefeuilles énergie, la production d'énergie hydraulique, le développement et la production d'électricité au moyen des nouvelles énergies renouvelables et de gaz.

Les transactions entre Unités d'affaires sont faites à un prix proche du prix du marché, sauf pour les activités dont les prix de transfert sont fixés dans la législation.

Les mêmes normes comptables sont appliquées sur l'ensemble des Unités d'affaires du Groupe. Le Groupe exerce ses activités uniquement en Suisse et n'a pas de client représentant à lui seul plus de 10% de son chiffre d'affaires.

L'actif opérationnel de chaque Unité d'affaires est constitué principalement d'immobilisations corporelles, des créances résultant de livraisons et prestations et des autres créances. Le passif opérationnel comprend principalement les fournisseurs et les autres dettes.

Les charges regroupées sous Corporate se réfèrent aux frais en lien avec les activités centralisées du Groupe. Figurent également sous cette rubrique les produits et charges qui ne peuvent être appliqués spécifiquement à une Unité d'affaires. Les actifs et les passifs consistent en majeure partie en trésorerie et équivalents de trésorerie, en participations dans des sociétés associées, des passifs d'impôts différés et dettes financières.

Le reporting par segment est établi sur la base des comptes IFRS.

Reporting par secteur opérationnel pour 2012

<i>En milliers de CHF</i>	Commer- cialisation	Distribution	Energie	Corporate	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net réalisé avec des tiers	284 820	238 625	22 941	33 026		579 412
Chiffre d'affaires net réalisé avec d'autres Unités	19 997	6 078	256 842	30 064	(312 981)	-
Chiffre d'affaires net des Unités d'affaires	304 817	244 703	279 783	63 090	(312 981)	579 412
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	(263 356)	(68 495)	(238 298)	(10 546)	260 965	(319 730)
Marge brute opérationnelle	41 461	176 208	41 485	52 544	(52 016)	259 682
Charges de personnel	(11 366)	(46 394)	(6 396)	(24 876)		(89 032)
Autres charges d'exploitation	(16 409)	(42 701)	(16 260)	(25 702)	52 016	(49 056)
EBITDA	13 686	87 113	18 829	1 966	-	121 594
Amortissements des immobilisations	-	(36 636)	(9 525)	(7 644)		(53 805)
Résultat opérationnel	13 686	50 477	9 304	(5 678)	-	67 789
Produits financiers				13 986		13 986
Charges financières				(3 964)		(3 964)
Part au résultat net des sociétés associées				(343 210)		(343 210)
Impôts				(12 812)		(12 812)
Résultat net	13 686	50 477	9 304	(351 678)		(278 211)
Actifs opérationnels	54 153	701 843	191 153	1 373 365		2 320 514
Actifs non attribuables à un segment						115 531
Total des actifs	54 153	701 843	191 153	1 373 365		2 436 045
Passifs opérationnels	30 490	82 001	16 171	8 901		137 563
Passifs non attribuables à un segment						324 841
Total des passifs	30 490	82 001	16 171	8 901		462 404
Investissements						
Immobilisations corporelles	-	51 988	21 836	1 767		75 591
Immobilisations incorporelles et goodwill				3 782		3 782
Total investissements	-	51 988	21 836	5 549		79 373

2 COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE ROMANDE ENERGIE

.../ Annexe au comptes consolidés

Reporting par secteur opérationnel pour 2011- reclassé

<i>En milliers de CHF</i>	Commer- cialisation	Distribution	Energie	Corporate	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net réalisé avec des tiers	306 837	254 780	7 811	20 737		590 165
Chiffre d'affaires net réalisé avec d'autres Unités	20 966	4 930	257 771	32 916	(316 583)	-
Chiffre d'affaires net des Unités d'affaires	327 803	259 710	265 582	53 653	(316 583)	590 165
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	(269 833)	(79 939)	(252 435)	(3 556)	269 763	(336 000)
Marge brute opérationnelle	57 970	179 771	13 147	50 097	(46 820)	254 165
Charges de personnel	(11 345)	(47 655)	(6 340)	(16 841)		(82 181)
Autres charges d'exploitation	(15 495)	(44 783)	(15 406)	(22 402)	46 820	(51 266)
EBITDA	31 130	87 333	(8 599)	10 854	-	120 718
Amortissements des immobilisations	-	(34 431)	(8 735)	(10 881)		(54 047)
Correction de valeur des immobilisations corporelles			(29 000)			(29 000)
Correction de valeur des immobilisations incorporelles	-	-	(2 516)			(2 516)
Résultat opérationnel	31 130	52 902	(48 850)	(27)	-	35 155
Produits financiers				6 662		6 662
Charges financières				(8 590)		(8 590)
Part au résultat net des sociétés associées				(250 812)		(250 812)
Impôts				(17 595)		(17 595)
Résultat net	31 130	52 902	(48 850)	(270 362)		(235 180)
Actifs opérationnels	53 515	681 490	175 115	1 373 890		2 284 010
Actifs non attribuables à un segment						478 423
Total des actifs	53 515	681 490	175 115	1 373 890		2 762 433
Passifs opérationnels	30 441	71 533	4 899	1 264		108 137
Passifs non attribuables à un segment						375 479
Total des passifs	30 441	71 533	4 899	1 264		483 616
Investissements						
Immobilisations corporelles	-	74 600	14 948	16 267		105 815
Immobilisations incorporelles et goodwill				4 555		4 555
Total investissements	-	74 600	14 948	20 822		110 370

NOTE 8

Chiffre d'affaires net

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Chiffre d'affaires énergie	276 477	282 657
Chiffre d'affaires timbre sur propre réseau de distribution	148 164	152 065
Timbre THT et timbre hors réseau de distribution	23 987	25 417
Taxes refacturées, services système et Swissgrid	36 545	41 760
Finances d'équipement et participations de tiers	16 344	16 697
Autres produits	59 208	47 421
Propres prestations activées	20 093	20 862
Résultat net sur réalisation d'actifs immobilisés	2 663	7 133
Variation du croire, pertes sur débiteurs et provisions contrats onéreux	(4 069)	(3 847)
Total du chiffre d'affaires net	579 412	590 165

NOTE 9

Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Achats d'énergie	227 910	243 939
Timbres HT, THT et timbre hors réseau	29 192	31 201
Taxes réseaux, services systèmes et Swissgrid	36 319	41 686
Concessions et redevances	7 092	6 479
Autres achats	19 217	12 695
Total des achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	319 730	336 000

Les achats d'énergie comprennent un montant de CHF 8.3 millions provenant de la variation de juste valeur des contrats d'achats d'énergie à terme transférés dans le portefeuille d'optimisation.

NOTE 10

Charges de personnel

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Salaires et traitements	69 305	68 303
Charges sociales et de prévoyance	14 550	9 144
Autres charges de personnel	5 177	4 734
Total du chiffre d'affaires net	89 032	82 181
Effectifs au 31 décembre, en équivalent plein temps	685	687

NOTE 11

Résultat financier net

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Produits d'intérêts	827	1 205
Dividendes encaissés et produits sur titres	667	1 010
Gains sur ventes de titres	409	175
Gains de change	88	742
Variation de la juste valeur des instruments financiers	11 923	2 936
Produits financiers divers	72	594
Total des produits financiers	13 986	6 662
Intérêts sur emprunts, hypothèques et dettes bancaires	(2 730)	(3 107)
Pertes de change	(250)	(1 204)
Correction de valeur de titres disponibles à la vente	-	(3 220)
Pertes sur titres	(211)	(888)
Frais financiers divers	(773)	(171)
Total des charges financières	(3 964)	(8 590)
Résultat financier net	10 022	(1 928)

NOTE 12

Impôt sur le bénéfice et impôts différés

Impôt sur le bénéfice

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Résultat avant impôts	(265 399)	(217 585)
Charges pour impôts courants sur le résultat	13 263	10 301
(Produits)/Charges pour impôts différés	(451)	7 294
Total des charges pour impôts sur le bénéfice	12 812	17 595

Analyse du taux d'imposition

Les principales divergences entre le taux moyen pondéré et le taux d'imposition effectif se présentent de la manière suivante :

Taux d'imposition moyen pondéré applicable (en %)	21.11	23.16
Effets des sociétés mises en équivalence (en %)	(24.88)	(25.24)
Éléments exceptionnels imposés à taux réduits	(1.97)	0.00
Corrections de valeur non déductibles fiscalement	0.00	(5.12)
Effets dus aux exercices antérieurs et autres (en %)	0.91	(0.89)
Taux d'imposition effectif	(4.83)	(8.09)

La variation du taux moyen pondéré provient du fait de taux d'impôts différents entre les sociétés. En 2012, la société holding a réalisé des gains plus importants (hors revenus de participations) et ce à taux d'impôts réduits.

Aucun impôt différé n'a été comptabilisé pour des pertes fiscalement déductibles totalisant CHF 28 millions (2011 = CHF 29 millions). Ces pertes sont reportables jusqu'en 2018, toutefois la probabilité de les utiliser est considérée comme faible.

Impôts différés

<i>En milliers de CHF</i>	Immobilisations corporelles	Engagement de prévoyance	Participations	Autres actifs, provisions et comptes de régularisation	Total
Actif d'impôts différés au 1^{er} janvier 2012	-	14 812	-	-	14 812
Passif d'impôts différés au 1^{er} janvier 2012	(124 642)	-	(12 711)	(9 408)	(146 761)
Impôts différés nets au 1^{er} janvier 2012	(124 642)	14 812	(12 711)	(9 408)	(131 949)
Comptabilisés au compte de résultat	1 497	(422)	236	(860)	451
Comptabilisés aux autres éléments du compte de résultat		(1 594)	11	40	(1 543)
Solde net d'impôts différés au 31 décembre 2012	(123 145)	12 796	(12 464)	(10 228)	(133 041)
Actif d'impôts différés au 31 décembre 2012		12 796			12 796
Passif d'impôts différés au 31 décembre 2012	(123 145)		(12 464)	(10 228)	(145 837)
Actif d'impôts différés au 1^{er} janvier 2011	-	665	-	-	665
Passif d'impôts différés au 1^{er} janvier 2011	(121 677)	-	(10 872)	(8 266)	(140 815)
Impôts différés nets au 1^{er} janvier 2011	(121 677)	665	(10 872)	(8 266)	(140 150)
Comptabilisés au compte de résultat	(2 965)		(1 957)	(1 142)	(6 064)
Comptabilisés aux autres éléments du compte de résultat		14 147	118		14 265
Solde net d'impôts différés au 31 décembre 2011	(124 642)	14 812	(12 711)	(9 408)	(131 949)
Actif d'impôts différés au 31 décembre 2011		14 812			14 812
Passif d'impôts différés au 31 décembre 2011	(124 642)		(12 711)	(9 408)	(146 761)

NOTE 13

Résultat par action

	2012	2011
Résultat par action		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	1 097 640	1 097 826
Résultat attribuable aux actionnaires de Romande Energie Holding SA (en milliers de CHF)	(282 581)	(225 909)
Résultat par action (en CHF)	(257)	(206)

Il n'existe aucun élément conduisant à une dilution du bénéfice.

NOTE 14

Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Liquidités	427 856	228 983
Dépôts à court terme	-	32 152
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	427 856	261 135

Les liquidités sur comptes courants bancaires sont rémunérées sur la base de taux d'intérêts variables. Les dépôts à court terme sont conclus pour des périodes variables comprises entre un jour et trois mois en fonction des besoins immédiats de

trésorerie du Groupe. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie est égale à la valeur comptable tant au 31 décembre 2012 qu'au 31 décembre 2011.

NOTE 15

Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Variation des créances résultant de livraisons et prestations	(7 161)	12 040
Variation des engagements résultant de livraisons et prestations	(17 052)	(3 267)
Variation d'autres actifs courants, d'autres passifs courants et d'autres éléments des activités opérationnelles	14 202	3 009
Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles	(10 011)	11 782

NOTE 16

Titres et dépôts à terme

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Obligations négociables	4 390	22 791
Total titres de placement	4 390	22 791
Dépôts à terme avec échéance supérieure à 90 jours	40 000	120 000
Total titres de placement et dépôts à terme	44 390	142 791

Le tableau ci-après donne une analyse des instruments financiers, comptabilisés à leur juste valeur, classés par niveau, en fonction du degré de subjectivité relatif aux critères utilisés pour déterminer cette juste valeur.

- Niveau 1 : La juste valeur correspond aux prix cotés sur un marché actif.

- Niveau 2 : La juste valeur est déterminée selon des indications autres que les prix cotés décrits selon degré 1. Ces indications sont obtenues principalement par des données observables sur le marché ou par d'autres moyens.

- Niveau 3 : La juste valeur correspond à une évaluation technique qui comprend des éléments qui ne sont pas basés sur des données marché observables.

<i>En milliers de CHF</i>	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Actifs financiers								
Obligations négociables	4 390	22 791					4 390	22 791
Total titres de placement	4 390	22 791					4 390	22 791
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés (note 24)	17 125	20 716					17 125	20 716
Total instruments financiers dérivés	17 125	20 716					17 125	20 716

NOTE 17

Créances résultant de livraisons et prestations

En milliers de CHF	2012	2011
Créances résultant de livraisons et prestations	120 023	109 282
Acomptes reçus d'avance	(5 586)	(1 793)
Total des créances résultant de livraisons et prestations, brut	114 437	107 489
Provision pour créances douteuses	(2 715)	(3 076)
Total des créances résultant de livraisons et prestations, net	111 722	104 413

Au 31 décembre 2012, des créances pour un montant de kCHF 3'289 (2011 : kCHF 3'747) ont fait l'objet de corrections de valeur. Le montant de la provision relative à ce poste est de kCHF 2'715 au 31 décembre 2012 (2011 : kCHF 3'076). La correction de valeur

effectuée sur les postes individuels concerne des clients auprès desquels un encaissement est hautement improbable en raison de leur situation économique défavorable.

Créances provisionnées individuellement	993	1 060
Créances provisionnées globalement	2 296	2 687
	3 289	3 747

Mouvement de la provision pour créances douteuses

Solde au 1^{er} janvier	(3 076)	(2 745)
Dotation à la provision pour créances douteuses	(720)	(1 630)
Utilisation de la provision pour créances douteuses	1 081	1 299
Solde au 31 décembre	(2 715)	(3 076)

Risque de crédit

Le tableau ci-après indique la mesure du risque de crédit compris dans le poste « créances résultant de livraisons et prestations » :

Créances n'étant ni échues, ni provisionnées	108 120	101 736
Créances échues mais n'ayant pas fait l'objet d'une correction de valeur		
- Compris entre 30 et 60 jours	1 366	958
- Compris entre 60 et 90 jours	726	342
- Compris entre 90 et 120 jours	369	228
- Compris entre 120 et 180 jours	567	478
Total	3 028	2 006
Créances ayant fait l'objet de provisions	3 289	3 747
Total des créances	114 437	107 489

NOTE 18

Autres actifs courants

En milliers de CHF	2012	2011
Charges payées d'avance et produits à recevoir	5 048	6 391
Créances diverses et actifs circulants divers	1 130	1 175
Impôts préalables, impôts anticipés et autres impôts récupérables	197	1 730
Total des autres actifs courants	6 375	9 296

NOTE 19

Immobilisations corporelles

En milliers de CHF	Terrains et bâtiments	Installations de production d'énergie	Installations de distribution d'énergie	Autres immobilisations corporelles	Constructions en cours	Total
2012						
Coûts d'acquisition						
1^{er} janvier	116 480	360 866	1 267 324	69 234	71 682	1 885 586
Acquisitions - transferts	861	7 289	48 406	2 254	47 740	106 550
Désinvestissements - transferts	(1 020)	(1 109)	(4 543)	(10 955)	(30 952)	(48 579)
31 décembre	116 321	367 046	1 311 187	60 533	88 470	1 943 557
Amortissements cumulés						
1^{er} janvier	59 145	203 543	685 340	52 453		1 000 481
Amortissements de l'exercice	3 308	9 882	34 362	2 466		50 018
Désinvestissements - transferts	-		(6 031)	(2 750)		(8 781)
31 décembre	62 453	213 425	713 671	52 169		1 041 718
Valeurs nettes au 31 décembre	53 868	153 621	597 516	8 364	88 470	901 839
2011						
Coûts d'acquisition						
1^{er} janvier	98 215	348 498	1 219 069	67 975	57 573	1 791 330
Acquisitions - transferts	20 901	12 368	54 660	3 777	46 470	138 176
Désinvestissements - transferts	(2 636)		(6 405)	(2 518)	(32 361)	(43 920)
31 décembre	116 480	360 866	1 267 324	69 234	71 682	1 885 586
Amortissements cumulés						
1^{er} janvier	58 604	164 906	654 469	50 398		928 377
Amortissements de l'exercice	2 981	9 637	34 431	4 331		51 380
Correction de valeurs		29 000				29 000
Désinvestissements - transferts	(2 440)		(3 560)	(2 276)	-	(8 276)
31 décembre	59 145	203 543	685 340	52 453	-	1 000 481
Valeurs nettes au 31 décembre	57 335	157 323	581 984	16 781	71 682	885 105

NOTE 20

Immeubles de placement

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Coûts d'acquisition		
1^{er} janvier	2 613	2 613
Acquisitions - transferts	1 369	-
Solde au 31 décembre	3 982	2 613
Amortissements cumulés		
1^{er} janvier	1 231	1 130
Amortissements de l'exercice	128	101
Solde au 31 décembre	1 359	1 231
Valeurs nettes au 31 décembre	2 623	1 382

Les immeubles de placement sont évalués selon la méthode du coût amorti.

Leur juste valeur est estimée à CHF 3.1 millions (CHF 1.7 million en 2011) par le Groupe. Cette estimation s'appuie sur des indications du marché pour des objets similaires. Il n'y a pas eu d'évaluation reposant sur une expertise réalisée par un professionnel de l'immobilier. Les revenus locatifs des

immeubles de placement se montent à CHF 0.3 million (2011 : CHF 0.1 million) et les charges directes correspondantes s'élèvent à CHF 0.2 million (identique à 2011). Il n'y a pas d'engagements significatifs non réalisables sur les investissements immobiliers.

NOTE 21

Immobilisations incorporelles

<i>En milliers de CHF</i>	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Total
2012			
Coûts d'acquisition			
1^{er} janvier	19 046	18 480	37 526
Acquisitions - transferts	(1 300)	5 082	3 782
Sorties		(1 815)	(1 815)
31 décembre	17 746	21 747	39 493
Amortissements cumulés			
1^{er} janvier	4 460	6 028	10 488
Amortissements de l'exercice		3 659	3 659
Sorties		(370)	(370)
31 décembre	4 460	9 317	13 777
Valeurs nettes au 31 décembre	13 286	12 430	25 716
2011			
Coûts d'acquisition			
1^{er} janvier	19 046	13 925	32 971
Acquisitions		4 555	4 555
31 décembre	19 046	18 480	37 526
Amortissements cumulés			
1^{er} janvier	1 944	3 462	5 406
Amortissements de l'exercice		2 566	2 566
Correction de valeur	2 516		2 516
31 décembre	4 460	6 028	10 488
Valeurs nettes au 31 décembre	14 586	12 452	27 038

Le goodwill est attribué à l'Unité d'affaires Distribution. Il n'existe pas d'indice qu'une correction de valeur est nécessaire. Le test de perte de valeur effectué, avec un taux de capitalisation de 4.7%, sur cette unité d'affaire permet de supporter largement cette valeur. Les prévisions financières utilisées pour la détermination de la valeur recouvrable sont basés sur les éléments propres au marché de l'électricité qui pour certains sont stables et connus. Les prévisions sont basées sur le plan à moyen-long terme approuvé par le Conseil d'administration.

NOTE 22

Participations dans des sociétés associées

Le Groupe détient les participations significatives suivantes dans des sociétés associées intégrées dans le périmètre de consolidation par la méthode de mise en équivalence :

En milliers de CHF	Valeur au bilan		Effet sur le compte de résultat	
	2012	2011	2012	2011
EOS Holding SA	807 992	1 217 540	(348 415)	(254 205)
FMHL SA	29 814	29 788	520	520
FMA SA	10 140	9 211	1 027	542
SITEL SA	16 712	16 832	2 880	3 545
SEFA SA	15 016	15 144	147	440
Divers	8 803	8 473	631	(1 654)
Total	888 477	1 296 988	(343 210)	(250 812)

Le tableau ci-dessous illustre de manière résumée la situation agrégée des sociétés associées :

Part dans les revenus des sociétés associées

Chiffre d'affaires net, agrégé	226 392	158 067
Résultat net, agrégé	(1 197 401)	(874 673)
Part au résultat net des sociétés associées	(343 210)	(250 812)

Part dans les bilans des sociétés associées

Actifs courants	968 065	533 922
Actifs non courants	2 752 192	4 398 965
Passifs courants	(100 852)	(84 585)
Passifs non courants	(580 706)	(380 319)
Actifs nets, agrégés	3 038 699	4 467 983
Part aux capitaux propres des sociétés associées	888 477	1 296 988

Les états financiers des sociétés associées établis selon d'autres normes que celles du Groupe sont ajustés pour les rendre comparables.

Comme en 2011, le groupe Alpiq est impacté négativement par l'évolution du marché de l'énergie. Alpiq a comptabilisé, à charge de l'exercice 2012, des corrections de valeurs de ses actifs pour un montant de CHF 1.6 milliard. EOS Holding qui détient 31.38% d'Alpiq, a constaté dans son compte de résultat 2012 sa quote-part à cet "Impairment", soit CHF 507 millions. Le management d'EOS Holding a effectué des corrections de valeur supplémentaires de sa participation Alpiq pour un montant de CHF 893 millions. Cela ramène la valeur de la participation Alpiq à CHF 6 milliards dans les comptes EOS Holding.

Compte tenu de sa participation dans EOS Holding (28.72%), le Groupe prend en compte ces corrections de valeur par le biais du compte de résultat des sociétés associées pour un montant de CHF 402 millions. Le résultat des activités normales d'Alpiq et d'EOS Holding a ramené cet impact à CHF 348 millions.

Au vu de ces corrections de valeur, Romande Energie arrive à la conclusion qu'une correction de valeur supplémentaire de sa participation EOS Holding n'est pas nécessaire.

NOTE 23

Autres immobilisations financières

En milliers de CHF	2012	2011
Participations financières diverses - titres disponibles à la vente	5 669	6 143
Prêts aux sociétés associées	5 604	5 800
Prêts à des tiers	443	455
Total des autres immobilisations financières	11 716	12 398

Participations financières diverses

Les participations financières sont évaluées à leur juste valeur. Pour les sociétés non cotées et pour lesquelles nous ne possédons pas d'évaluation récente, la juste valeur est déterminée sur la base de l'EBITDA auquel est appliqué un facteur multiplicateur correspondant aux normes de leur secteur d'activité.

Prêts aux sociétés associées

Cette position comprend une créance contre la société Forces Motrices de Sembrancher SA dont le taux est de 3%, ainsi qu'une créance de CHF 0.8 million contre la société Spontis, identique à 2011. Les prêts sont évalués selon la méthode du coût amorti.

NOTE 24

Autres engagements à court terme

En milliers de CHF	2012	2011
Comptes de régularisation passifs	49 837	37 453
Salaires et autres charges sociales dus	12 317	14 682
Instruments financiers dérivés	17 125	20 716
Dettes fiscales hors impôt sur le bénéfice	4 714	2 511
Avances reçues	3 248	3 396
Comptes courants partenaires	4 323	3 712
Ristournes et taxes à payer aux communes	9 705	9 532
Dépôts de garantie	1 531	2 578
Divers	2 059	2 743
Total des autres engagements à court terme	104 859	97 323

Les instruments financiers dérivés correspondent à l'évaluation des contrats de change à terme ainsi qu'à l'évaluation de contrats d'achats d'énergie à terme désignés comme "optimisation".

Instruments financiers dérivés

En milliers de CHF	Montants des contrats		Juste valeur positive		Juste valeur négative	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Contrats de change à terme	205 847	228 044			8 792	20 716
Contrats d'achats d'énergie à terme (optimisation du portefeuille)	31 156	-			8 333	-
Total des instruments financiers dérivés	237 003	228 044	-	-	17 125	20 716

En 2012, l'évaluation des opérations de change à terme a conduit à la comptabilisation d'un produit de CHF 11.9 millions. Les produits financiers 2011 enregistraient un produit de CHF 2.9 millions sur les opérations à terme.

A partir de l'exercice 2012, le Groupe achète de l'énergie à terme en vue d'optimiser son portefeuille. Ces achats ne faisant pas l'objet d'une livraison aux clients finaux ils sont évalués à leur juste valeur. Toutes les variations de valeur sont comptabilisés au cours de l'exercice de leur survenance.

En 2012, une comptabilité de couverture a été mise en place pour les transactions en Euro nécessaires pour les achats d'énergie à propre usage des clients du Groupe. Le montant total des instruments de couverture est de CHF 33.1 millions, la variation de la juste valeur comptabilisée directement dans les fonds propres au 31 décembre 2012 est inférieure à CHF 1 million.

NOTE 25 Emprunts

En milliers de CHF	2012	2011
Dettes auprès des banques et autres établissements financiers	113 000	113 000
Autres engagements financiers à long terme	2 818	3 080
Total des emprunts	115 818	116 080
Part à court terme des emprunts à long terme	(262)	(262)
Total des emprunts à long terme	115 556	115 818
L'exposition du Groupe aux risques de changement de taux et de renouvellement des emprunts à la date de clôture est la suivante :		
Inférieure à 6 mois	262	262
Comprise entre 6 mois et 1 année	-	-
Comprise entre 1 année et 5 années	1 048	1 048
Plus de 5 années	114 508	114 770
Total des emprunts	115 818	116 080
Limites de crédits		
Crédits utilisés/garanties émises	63	11 790
Crédits non utilisés	67 137	55 410
Total des limites de crédits	67 200	67 200

Les emprunts ont des échéances fixes sans possibilité de remboursement anticipé. Les dettes financières contractées auprès des établissements bancaires le sont aux conditions du marché. Le taux moyen des emprunts est de 2.27%, identique à 2011.

NOTE 26

Engagement de prévoyance

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Montant reconnu au bilan		
Valeur actuelle des engagements de prévoyance	(478 291)	(458 117)
Valeur de marché des actifs du plan de prévoyance	423 465	394 655
Montant reconnu au bilan	(54 826)	(63 462)
Analyse des charges de l'exercice		
Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	3 415	5 706
Intérêts nets sur le passif (actif) net au titre des prestations définies	1 314	(72)
Frais administratifs	515	476
Charges de prévoyance reconnues dans le compte de résultat	5 244	6 110
Variation de la valeur actuelle des engagements du plan de prévoyance		
Solde au 1^{er} janvier	458 117	415 575
Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	7 361	5 706
Intérêts sur engagements de prévoyance	10 066	12 109
Cotisations des employés	3 900	3 745
Prestations versées	(20 070)	(21 422)
(Gain)/perte (dû)/due à l'expérience	(4 352)	177
(Gain)/perte résultant du changement des hypothèses démographiques	16 029	-
(Gain)/perte résultant du changement des hypothèses financières	11 186	42 227
Ajustement des coûts des services passés	(3 946)	-
Solde au 31 décembre	478 291	458 117
Variation de la juste valeur des actifs du plan de prévoyance		
Solde au 1^{er} janvier	394 655	412 726
Cotisations de l'employeur	7 049	6 791
Cotisations des employés	3 900	3 745
Prestations versées	(20 070)	(21 422)
Frais administratifs	(515)	(476)
Revenus d'intérêts	8 752	12 181
Revenus de la fortune, non compris les montants inclus dans les revenus d'intérêts	29 694	(18 890)
Solde au 31 décembre	423 465	394 655

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Analyse des montants comptabilisés dans le compte de résultat global		
(Gain)/perte résultant du changement des hypothèses démographiques	16 029	-
(Gain)/perte résultant du changement des hypothèses financières	11 186	42 227
(Gain)/perte résultant de l'expérience	(4 352)	177
Revenus de la fortune, non compris les montants inclus dans les revenus d'intérêts	(29 694)	18 890
Total des ajustements comptabilisés dans le compte de résultat global	(6 831)	61 294
Rapprochement de l'actif/(passif) net au titre de régime à prestations définies		
Actif/(passif) net comptabilisé au 1^{er} janvier	(63 462)	(2 849)
Charge reconnue dans le compte de résultat	(5 244)	(6 110)
Ajustements comptabilisés au compte de résultat global	6 831	(61 294)
Cotisations de l'employeur	7 049	6 791
Actif/(passif) net comptabilisé au 31 décembre	(54 826)	(63 462)
<i>En %</i>	2012	2011
Les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des charges et produits en 2012 et 2011 sont les suivantes :		
Taux d'actualisation	1.90	2.25
Indexation des salaires (y.c. inflation)	2.25	2.50
Taux de rendement de la fortune	4.00	4.00
Taux d'inflation	1.25	1.50
Taux d'adaptation des rentes	0.00	0.00
Répartition de la fortune entre les différentes classes d'actifs		
Liquidités	5.60	2.63
Obligations	36.80	35.86
Actions	35.10	31.23
Hedge funds	0.00	6.57
Matières premières	3.20	3.40
Immobilier suisse	19.30	20.31
Total	100.00	100.00

Estimation des charges pour l'exercice 2013

En milliers de CHF

2013

Eléments des charges et produits pour l'exercice 2013

Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	8 483
Intérêts nets sur les engagements de prévoyance	940
Frais administratifs	527
Charges reconnues au compte de résultat	9 950

Calcul des prestations de prévoyance acquises (net)

Coûts normaux	12 220
Intérêts sur les coûts normaux	232
Cotisations attendues des employés	(3 969)
Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	8 483

Analyse de sensibilité sur les principales hypothèses actuarielles retenues

Impact sur les engagements de prévoyance	Variation en %	Augm. de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0.50	-6.60	7.50
Taux de rendement de la fortune	0.50	1.10	-1.00

NOTE 27

Provisions

En milliers de CHF

	OIBT	Contrats onéreux	Total
2012			
Solde au 1^{er} janvier	6 632	3 091	9 723
Dotations	-	2 428	2 428
Effets d'actualisation	373	50	423
Utilisations	(3 393)	(1 332)	(4 725)
Solde au 31 décembre	3 612	4 237	7 849
Part à court terme des provisions	(1 102)	(3 960)	(5 062)
Total des provisions à long terme	2 510	277	2 787
2011			
Solde au 1^{er} janvier	6 705	1 113	7 818
Dotations	1 238	2 866	4 104
Effets d'actualisation	194	(255)	(61)
Utilisations	(1 505)	(633)	(2 138)
Solde au 31 décembre	6 632	3 091	9 723
Part à court terme des provisions	(1 638)	(1 332)	(2 970)
Total des provisions à long terme	4 994	1 759	6 753

Provision OIBT

Le Groupe a constitué une provision pour faire face aux coûts engendrés par l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT). Celle-ci est entrée en vigueur en 2002. Elle prescrit que les contrôles qui auraient dû être effectués avant son entrée en vigueur sont à faire maintenant aux frais des exploitants de réseaux. Les dispositions transitoires de l'OIBT fixent un délai pour rattraper les contrôles en retard et prévoient en effet de

faire payer aux exploitants de réseaux les contrôles qui n'auraient pas été réalisés dans les délais. Cette provision est revue chaque année en fonction des contrôles restant à effectuer. La provision devrait être utilisée en totalité d'ici à 2015.

Provision pour contrats onéreux

Comme en 2011, le Groupe a conclu plusieurs contrats avec des clients ayant demandé leur éligibilité. Sur l'ensemble des contrats signés, un certain nombre sont considérés comme déficitaires. Les coûts nécessaires pour honorer ces contrats sont supérieurs aux revenus en découlant.

Le Groupe ayant déjà couvert les quantités d'énergie nécessaires

à l'exécution de ces contrats, la provision peut ainsi être estimée de manière fiable. Cette provision a été calculée sur la base des flux de trésorerie sur la durée de chaque contrat. Le taux d'actualisation utilisé pour ce genre d'opérations est de 7.9%. Le Groupe s'attend à éteindre cette provision d'ici à 2015, les contrats étant conclus en principe pour une période de 3 ans.

NOTE 28

Capital-actions

Capital-actions

Au 31 décembre 2012, le capital-actions émis était constitué de 1'140'000 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 25.- chacune. Le montant prévu pour la distribution de dividendes se base sur le montant de la rubrique « bénéfice au bilan » de la société mère, Romande Energie Holding SA. Il est déterminé conformément aux prescriptions du Code suisse des obligations. Les fonds propres consolidés comprennent des réserves légales de CHF 60.7 millions (2011 : CHF 52.9 millions), qui ne sont pas distribuables.

Il existe une convention entre le canton de Vaud, des communes

vaudoises et la Banque Cantonale Vaudoise. Cette convention prévoit un droit de préemption réciproque en cas de vente des actions détenues par l'une ou l'autre de ces parties. Au 31 décembre 2012, les parties prenantes à cette convention détiennent ensemble 53.58% du capital-actions.

L'assemblée générale du 25 mai 2012 a décidé de renouveler le capital autorisé de maximum 405'000 actions au porteur d'une valeur nominale de CHF 25.- chacune, autorisation valable 2 ans. Au 31 décembre 2012, aucune des actions constituant le capital autorisé n'avait été émise.

En %	2012	2011
Etat de Vaud	38.6	38.6
Les communes vaudoises	14.1	14.1
Alpiq	10.5	10.5
Groupe E	5.8	5.8
BKW FMB Energie SA	5.0	5.0
Banque Cantonale Vaudoise	3.4	3.4
Actions propres	3.7	3.7
Public	18.9	18.9

NOTE 29 Autres réserves

<i>En milliers de CHF</i>	Ajustement de valeur chez EOS Holding	Ecart de réévaluation	Total
2012			
Solde au 1^{er} janvier	(18 199)	9 015	(9 184)
Ecart de conversion et autres variations	(992)	(678)	(1 670)
Ajustement de la juste valeur des instruments financiers	(2 690)	288	(2 402)
Solde au 31 décembre	(21 881)	8 625	(13 256)
2011			
Solde au 1^{er} janvier	(15 941)	10 206	(5 735)
Ecart de conversion et autres variations	1 563	(331)	1 232
Ajustement de la juste valeur des instruments financiers	(3 821)	(860)	(4 681)
Solde au 31 décembre	(18 199)	9 015	(9 184)

NOTE 30 Actions en circulation

	2012	2011
Nombre total d'actions	1 140 000	1 140 000
Actions propres détenues par le Groupe	(42 360)	(42 174)
Actions en circulation	1 097 640	1 097 826

NOTE 31

Transactions et soldes avec les parties liées

<i>En milliers de CHF</i>		Ventes aux parties liées	Achats aux parties liées	Montants dus par les parties liées	Montants dus aux parties liées
Parties liées					
Entités avec influence notable sur le Groupe	2012	5 327	9 155	931	8
	2011	2 327	9 888	380	4 010
Sociétés associées	2012	13 408	25 639	8 633	4 393
	2011	4 756	20 856	1 715	1 428
Principaux dirigeants	2012	33 176	202 581	5 055	15 216
	2011	1 454	262 698	1 314	23 892

Les taxes et impôts versés au canton de Vaud ont été exclus de l'information relative aux parties liées.

Sont considérées comme entités avec influence notable, les actionnaires qui possèdent 20% et plus du capital-actions de la société mère Romande Energie Holding SA.

Les transactions réalisées avec des parties liées sont effectuées au prix du marché.

Le montant dû à la Fondation de prévoyance du personnel est de CHF 0.3 million au 31.12.2012 (CHF 2.4 millions en 2011).

NOTE 32

Rémunérations, frais et charges sociales de la direction et du conseil d'administration

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Salaires fixes de la direction octroyés au cours de l'exercice	1 413	1 408
Part variable de la direction	888	915
Frais de représentation	93	101
Charges sociales de la direction (AVS, AC, caisse de pensions...)	454	456
Total rémunération, frais et charges sociales de la direction	2 848	2 880
Indemnités	700	660
Charges sociales (AVS, AC...)	44	40
Total rémunération, frais et charges sociales du conseil d'administration	744	700

La direction est composée de 6 membres, comme en 2011. Le 1^{er} juillet 2012 Christian Frère remplace Philippe Mueller (démissionnaire) au comité de direction.

Le conseil d'administration est composé de 11 membres, identique à 2011.

NOTE 33

Autres engagements futurs, engagements conditionnels et actifs éventuels

En milliers de CHF	2012	2011
Engagements futurs sur contrats de location	-	62

Dans le cadre de son activité, Romande Energie a conclu divers engagements à long terme, d'approvisionnement et de vente d'énergie.

Droit d'achat

Dans le cadre des conventions avec EOS, reprises par Alpiq, le Groupe a la possibilité, depuis le 1^{er} octobre 2007 et jusqu'au 31 décembre 2030, de s'approvisionner en électricité auprès d'Alpiq, pour des quantités prédéfinies inférieures à 20% de sa consommation annuelle, à un prix équivalant au coût moyen de production d'Alpiq sur les ouvrages de production appartenant précédemment à EOS. La différence cumulée au fil des années entre le prix de vente moyen d'Alpiq et le coût moyen de production sur les quantités prélevées ne peut excéder un plafond mutuellement convenu. Cette possibilité d'approvisionnement est considérée comme un droit d'achat qui

ne naît qu'au moment de l'exercice du droit et qui s'éteint uniquement par la livraison physique d'électricité. Il s'agit dès lors d'un droit futur d'achat d'énergie dont l'exercice dépend des conditions du marché au moment où le droit s'exerce. Ce droit est pris en compte dans les états financiers du Groupe au moment de son exercice. Pour l'exercice 2012, ce droit représente un montant de CHF 7 millions (2011 : CHF 10 millions). La valeur du droit exercé est portée en diminution des frais d'achat d'énergie. Compte tenu de l'évolution des prix du marché de l'électricité, le Groupe s'attend à ralentir l'usage de ce droit au cours des prochains exercices.

Garantie

Le Groupe a émis une garantie de Euro 19.7 millions (identique à 2011) en faveur d'un fournisseur d'équipements de production d'électricité afin de couvrir les paiements convenus

contractuellement entre sa filiale Romande Energie Renouvelable SA et le fournisseur. D'autres garanties pour un montant total inférieur à CHF 1 million ont été données.

NOTE 34

Evénements postérieurs à la clôture

En date du 8 janvier 2013, le Groupe a acquis auprès d'Alpiq 71'257 actions propres pour un montant total de CHF 78 millions. Ce montant sera porté en diminution des fonds propres en

2013. Alpiq a octroyé au Groupe une option d'achat pour 48'737 actions propres supplémentaires. Cette option est valable jusqu'au 31 mai 2013.

Les comptes consolidés 2012 du Groupe Romande Energie ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 25 mars 2013. Un dividende de CHF 27.- par action sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires. En cas

de validation de cette proposition, le montant total des dividendes versés s'élèverait à environ CHF 27.7 millions, en prenant en compte les actions propres détenues par le Groupe ainsi que celles acquises en janvier 2013.

NOTE 35

Filiales et sociétés associées

	Activités principales	Capital-actions CHF '000	Participations en %	
			2012	2011
Filiales				
Romande Energie SA, Morges	E	36 150	100	100
Bas-Valais Energie SA, Vouvry 1)	E	19 898	72	65
Romande Energie Commerce SA, Morges	E	15 294	67	67
Société des Forces Motrices du Grand-St-Bernard SA, Bourg-St-Pierre	E	10 000	75	75
Romande Energie Renouvelable SA, Morges	E	2 500	100	100
Enerbois SA, Rueyres 2)	E	2 000	98	50
Effitec SA, Morges	I	200	100	100
Société électrique de Champéry - Val-d'Illeiez SA, Champéry 1)	E	-	-	99
TECFOR SA, Troistorrents	N	560	100	100
Eoliennes de Provence SA, Provence 3)	E	6 000	60	-
HC SA, Fribourg	N	100	100	100
Sociétés associées				
EOS Holding SA, Lausanne	D	324 000	29	29
Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL), Château-d'Oex	E	30 000	41	41
Forces Motrices de l'Avançon SA, Bex	E	7 095	28	28
Forces Motrices de Sembrancher (FMS) SA, Sembrancher	E	6 000	21	21
Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA, Aubonne	E	5 000	37	37
Sitel SA, Morges	N	20 850	33	33
Cisel Informatique SA, Matran	N	1 200	40	40
neo technologies SA, Lausanne	N	2 000	49	49
Spontis SA, Granges-Paccot	N	100	30	30
Eneftech Innovation SA, Ecublens	E	250	34	34
Energie Solaire SA, Sierre	N	1 600	34	34
St-Gingolph Energia SA, St-Gingolph	E	100	25	25

Activités principales :

E) Production, distribution et vente d'énergie

D) Détentions de participations

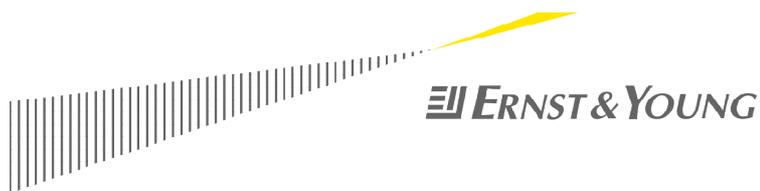
N) Autres

I) Contrôle d'installations

1) En date du 22 juin 2012, Société Electrique du Bas-Valais et Société électrique de Champéry - Val-d'Illeiez ont fusionné avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 et changé la raison sociale en Bas-Valais Energie SA. Dans le cadre de cette fusion, le capital SEBV a été augmenté de CHF 4.8 millions afin d'indemniser les actionnaires de SECVI. Suite à cette fusion, la part du Groupe se monte à 72%.

2) Le 9 octobre 2012, la société Enerbois a fait l'objet d'un assainissement afin de supprimer le surendettement. Il a été procédé à une augmentation du capital de CHF 42.3 millions par compensation de créance, puis réduction simultanée du capital pour le même montant. Cet assainissement étant réalisé uniquement par le Groupe, celui-ci voit sa part au capital passer de 50% à 98%.

3) Romande Energie Renouvelable SA et Elektrizität Werk Zürich ont créé le 15 octobre 2012 une société dont le but est la construction puis l'exploitation d'un parc éolien à Provence dans le canton de Vaud. Le nombre de machines projeté est de 6 et la production devrait avoisiner 30 GWh. Le capital-actions est de CHF 6 millions.



Ernst & Young SA
Place Chauderon 18
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Romande Energie Holding SA, Morges

Lausanne, le 25 mars 2013
Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Romande Energie Holding SA, comprenant le compte de résultat global, le bilan, le tableau des flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres et l'annexe (pages 6 à 44) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses ainsi qu'aux International Standards on Auditing. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.



Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les International Financial Reporting Standards IFRS, et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA


Serge Clément
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)


Nicolas Emery
Expert-réviseur agréé

3 Comptes annuels de Romande Energie Holding SA

Compte de résultat

au 31 décembre 2012

En milliers de CHF

	2012	2011
Produits		
Loyers et produits divers	2 615	2 615
Produits financiers	161 697	120 763
Total des produits	164 312	123 378
Charges opérationnelles		
Frais d'exploitation	(496)	(507)
Frais généraux d'administration	(1 608)	(1 630)
Amortissements et dotations aux provisions	(746)	(747)
Abandons et provisions sur créances	(7 000)	(26 000)
Charges financières	(2 816)	(12 914)
Résultat avant impôts	151 646	81 580
Impôts sur le bénéfice	(1 200)	(590)
Bénéfice net de l'exercice	150 446	80 990

Bilan

au 31 décembre 2012

<i>En milliers de CHF</i>	31.12.12	31.12.11
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	420 004	258 361
Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés	50 542	148 377
Comptes courants avec les sociétés apparentées	157 022	98 549
Impôts courants	-	734
Autres actifs courants	2 173	3 503
Total des actifs courants	629 741	509 524
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	12 849	13 595
Immobilisations financières	185 959	185 961
Prêts aux sociétés apparentées	64 104	64 068
Total des actifs non courants	262 912	263 624
Total des actifs	892 653	773 148
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Engagements résultant de livraisons et prestations	71	35
Comptes courants avec les sociétés apparentées	25 393	18 424
Autres engagements à court terme	9 994	21 161
Impôts courants	667	-
Total des passifs courants	36 125	39 620
Passifs non courants		
Emprunts à long terme	100 000	100 000
Provisions à long terme	14 800	14 800
Total des passifs non courants	114 800	114 800
Total des passifs	150 925	154 420
Capital-actions et réserves		
Capital-actions	28 500	28 500
Réserve générale	5 859	5 859
Réserve pour actions propres	19 849	19 849
Total du capital actions et réserves	54 208	54 208
Bénéfice au bilan		
Report de l'exercice précédent	537 074	483 530
Bénéfice net de l'exercice	150 446	80 990
Bénéfice au bilan	687 520	564 520
Total des capitaux propres	741 728	618 728
Total des passifs et des capitaux propres	892 653	773 148

NOTE 1

Principales participations

	But	Capital-actions CHF '000	Participations en % 2012	2011
Romande Energie SA, Morges	1)	36 150	100	100
Bas-Valais Energie SA, Vouvry *	1)	19 898	72	65
Romande Energie Commerce SA, Morges	1)	15 294	64	64
Romande Energie Renouvelable SA, Morges	1)	2 500	100	100
Forces Motrices de Sembrancher (FMS) SA, Sembrancher	1)	6 000	21	21
Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA, Aubonne	1)	5 000	37	37
Sitel SA, Morges	2)	20 850	33	33
Cisel Informatique SA, Matran	2)	1 200	40	40
neo technologies SA, Lausanne	2)	2 000	49	49

Activités principales :

- 1) Production, distribution et vente d'énergie
- 2) Autres

* En date du 22 juin 2012, Société Electrique du Bas-Valais et Société électrique de Champéry - Val-d'Ille SA ont fusionné avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 et changé de raison sociale en Bas-Valais Energie SA.

NOTE 2

Emprunts

En milliers de CHF	Taux	Durée	Echéance	2012	2011
AVS	2.120%	2010-2020	07.07.2020	50 000	50 000
AVS	2.120%	2010-2020	07.07.2020	50 000	50 000
Total des emprunts				100 000	100 000

NOTE 3

Actions propres

En milliers de CHF	2012		2011	
	Nombre d'actions	CHF '000	Nombre d'actions	CHF '000
Titres détenus par Romande Energie Holding SA				
Etat au début de l'exercice (sans mouvement)	12 765	6 153	12 765	6 153
Titres détenus par Romande Energie SA				
Etat au début de l'exercice	29 409	13 696	29 409	13 696
Transfert	186	-	-	-
Etat en fin d'exercice	29 595	13 696	29 409	13 696
Total actions propres	42 360	19 849	42 174	19 849

NOTE 4**Capital autorisé**

CHF 10.125 millions par émission d'au maximum 405'000 actions nominatives d'une valeur de CHF 25.- chacune, jusqu'au 25 mai 2014.

NOTE 5**Actionnaires importants**

<i>En %</i>	2012	2011
Etat de Vaud	38.6	38.6
Les communes vaudoises	14.1	14.1
Alpiq	10.5	10.5
Groupe E	5.8	5.8
BKW-FMB Energie SA	5.0	5.0
Banque Cantonale Vaudoise	3.4	3.4

NOTE 6**Valeur d'assurance incendie**

<i>En milliers de CHF</i>	2012	2011
Valeur d'assurance incendie	32 333	33 475

NOTE 7**Engagements divers**

La société fait partie d'un Groupe TVA et est par conséquent débitrice solidaire envers l'administration fédérale des contributions pour les dettes TVA des autres membres du Groupe.

La société a émis une garantie de Euro 19.7 millions en faveur d'un fournisseur d'équipements de production d'électricité afin de couvrir les paiements convenus contractuellement entre sa filiale Romande Energie Renouvelable SA et le fournisseur. La société a également émis d'autres garanties pour un montant total de CHF 0.1 million.

NOTE 8

Indemnités et charges sociales des membres du conseil d'administration

En CHF		Indemnités	Charges sociales	Total 2012	Indemnités	Charges sociales	Total 2011
Mustaki Guy	Président du CA	115 000	9 454	124 454	104 200	8 586	112 786
Martz Wolfgang	Vice-président du CA	81 300	6 683	87 983	74 300	6 122	80 422
Ballif Laurent	Administrateur	46 200		46 200	46 200		46 200
Budry Christian	Administrateur	57 000	4 686	61 686	53 400	4 400	57 800
Ghillani Paola	Administratrice	51 000	4 192	55 192	49 200	4 054	53 254
Grobéty Bernard	Administrateur	59 400	4 883	64 283	56 400	4 647	61 047
Lattion Antoine	Sortie le 17.05.11	-	-	-	27 550	1 818	29 368
Leonardi Giovanni	Sortie le 25.05.12	15 684	1 290	16 974	39 000	865	39 865
Miauton Jean-Jacques	Administrateur	60 600	4 981	65 581	56 000	4 614	60 614
Pidoux Jean-Yves	Administrateur	59 700		59 700	55 500		55 500
Schmutz Daniel	Administrateur	48 600	2 264	50 864	43 800	1 925	45 725
Veuthey Alphonse-Marie	Administrateur	68 600	5 639	74 239	54 872	3 298	58 170
Wider Michael	Administrateur	36 865		36 865	-	-	-
Total		699 949	44 072	744 021	660 422	40 329	700 751

Ces indemnités prennent en compte les rémunérations versées par les autres sociétés du Groupe (>50%).

Les éventuelles transactions (énergie) avec les administrateurs étant réalisées au prix du marché, elles ne sont pas englobées dans la liste ci-dessus.

NOTE 9

Rémunérations et charges sociales des membres de la direction

En CHF	Salaires fixes	Salaires variables	Rémunération totale	Frais de représentation	Charges sociales
2012					
Rémunération globale	1 412 884	887 600	2 300 484	93 000	453 743
Rémunération la plus élevée :					
Urech Pierre-Alain, directeur général	378 011	307 300	685 311	18 000	129 782
2011					
Rémunération globale	1 407 711	915 197	2 322 908	101 400	455 754
Rémunération la plus élevée :					
Urech Pierre-Alain, directeur général	375 509	324 000	699 509	18 000	131 654

Les charges sociales comprennent notamment l'AVS et les cotisations à la caisse de pensions.

NOTE 10

Gestion des risques

Le Groupe gère ses risques au travers de comités de gestion de risques spécifiques, tels que ceux existant par exemple pour l'approvisionnement en électricité. Un « risk manager » coordonne les différents comités de gestion des risques ainsi que les processus relatifs à cette gestion. Le système de contrôle interne (SCI) est pleinement documenté, adapté aux risques d'affaires et à l'étendue des activités. Conforme aux attentes du législateur, il répond aussi à celles de la direction. Dès lors, le management est en mesure de contrôler les processus les plus importants de l'entreprise et qui ont un impact significatif sur l'établissement des reportings financiers.

Proposition de répartition du bénéfice au bilan

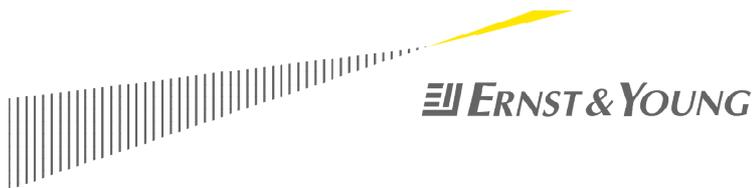
au 31 décembre 2012

<i>En milliers de CHF</i>	31.12.12
Report de l'exercice précédent	536 020
Dividendes retenus sur actions propres (art. 659a CO)	1 054
Bénéfice net de l'exercice	150 446
Montant à disposition de l'assemblée générale	687 520
Dividende de CHF 27.- par action	30 780
Solde à reporter à nouveau	656 740
Total	687 520

Au nom du conseil d'administration

Le président, Guy Mustaki

Le secrétaire, Pierre Oberson



Ernst & Young SA
Place Chauderon 18
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Romande Energie Holding SA, Morges

Lausanne, le 25 mars 2013

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Romande Energie Holding SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe (pages 47 à 52) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.



Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Clément".

Serge Clément
Expert-réviser agréé
(Réviser responsable)

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Emery".

Nicolas Emery
Expert-réviser agréé

Liste des abréviations

BVE	Bas-Valais Energie SA
EBIT	Bénéfice avant intérêts et impôts (Earnings Before Interest and Taxes)
EBITDA	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (Earnings Before Interest, Taxes, Amortization and Depreciation)
FGB	Société des Forces Motrices du Grand-St-Bernard SA
FMA	Forces Motrices de l'Avançon SA
FMHL	Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)
IFRS	Normes Comptables Internationales (International Financial Reporting Standards)
NER	Nouvelles énergies renouvelables
RE	Romande Energie SA
REC	Romande Energie Commerce SA
RPC	Reprise à prix coûtant
SECVI	Société électrique de Champéry - Val-d'Illiez SA
SEBV	Société Electrique du Bas-Valais SA (SEBV)
SEFA	Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA

Groupe Romande Energie

Romande Energie SA

Rue de Lausanne 53

Case postale

CH-1110 Morges 1

T +41 21 802 91 11

F +41 21 802 95 95

www.romande-energie.ch

